



simplifier la complexité

SERVICES-CONSEILS

Retombées économiques de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien

VERSION FINALE



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec

Novembre 2013

kpmg.ca



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF.....	3
1. INTRODUCTION.....	6
1.1. Le mandat.....	6
1.2. La structure du document.....	6
2. PORTRAIT DE L'INDUSTRIE.....	7
2.1. Le pétrole à l'échelle internationale.....	7
2.1.1. Consommation et production.....	8
2.1.2. Commerce et prix.....	9
2.1.3. Investissements et développement.....	10
2.2. Le pétrole au Canada.....	10
2.2.1. Consommation et production.....	11
2.2.2. Réserves.....	11
2.2.3. Investissements.....	12
2.2.4. Participation étrangère.....	13
2.2.5. Opérations et joueurs de l'industrie.....	14
2.2.6. Activités économiques.....	15
3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	18
3.1. Présentation des données.....	18
3.2. Le cadre méthodologique.....	19
3.3. Les hypothèses de base de l'évaluation réalisée.....	20
4. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES STATIQUES DES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES DE L'OUEST CANADIEN	21
4.1. RETOMBÉES TOTALES.....	21
4.2. Dépenses d'investissement.....	23
4.2.1. Retombées économiques directes des dépenses d'investissement.....	24
4.2.2. Retombées économiques indirectes des dépenses d'investissement.....	24
4.3. Dépenses d'opération.....	26
4.3.1. Retombées économiques directes des dépenses d'opération.....	26
4.3.2. Retombées économiques indirectes des dépenses d'opération.....	27

5. RETOMBÉES DYNAMIQUES	29
5.1. Balance commerciale canadienne.....	29
5.2. Alimentation du carnet de commandes des fournisseurs	30
5.2.1. Quelques exemples d'entreprises québécoises et ontariennes	32
6. CONCLUSION	38
7. BIBLIOGRAPHIE.....	40
ANNEXE – REVUE DE LITTÉRATURE	43
Note comparative	44
ANNEXE – RETOMBÉES INDUITES	46

SOMMAIRE EXÉCUTIF

La Fédération des Chambres de Commerce du Québec (FCCQ) a confié à KPMG-SECOR le mandat de procéder à une évaluation des retombées économiques pour chaque province de l'activité pétrolière de l'Ouest canadien. Il est question ici de l'industrie pétrolière en amont, c'est-à-dire qui comprend l'exploration, les investissements et l'exploitation des ressources. Bien qu'on ne doute plus de l'importance de cette industrie et de ses impacts économique et fiscal pour l'Alberta, plusieurs autres provinces canadiennes ont aussi pu bénéficier de l'essor du développement pétrolier dans l'Ouest. C'est le cas notamment du Québec et de l'Ontario dont certains secteurs de leurs économies se sont tournés vers l'Ouest, mais ces effets sont souvent méconnus.

Le fait est que depuis plus d'une décennie, le Canada est devenu un joueur d'importance dans l'industrie pétrolière mondiale. La hausse des travaux d'exploration depuis une dizaine d'années, principalement en Alberta, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, a largement contribué à l'augmentation de la capacité de production canadienne. En 2012, bien que le Canada n'ait compté que pour 2,5 % de la consommation mondiale de pétrole, il représentait 4,4 % de la production mondiale. Le Canada se situe en troisième position des pays détenant les plus grandes réserves lorsqu'on considère les sables bitumineux, avec 10 % de la quantité mondiale, soit près de six fois la consommation mondiale de 2012.

Pour mesurer les impacts économiques directs et indirects de l'industrie pétrolière dans chaque province, nous avons eu recours à la dernière version du modèle intersectoriel de Statistique Canada. Il s'agit de l'outil de référence dans le contexte de la présente étude. L'estimation de la production pétrolière ainsi que des dépenses d'investissement et d'opération pour 2012 a été fournie par le *Canadian Energy Research Institute* (CERI).

Les résultats des analyses démontrent que l'ensemble des dépenses d'investissement et d'opération du secteur pétrolier de l'Ouest canadien a généré des retombées économiques de 44,1 milliards de \$ pour l'année 2012 et contribué à supporter près de 420 000 emplois au Canada. Près de 54 % de ces retombées provenaient du développement pétrolier non-conventionnel. Bien que l'impact de ces dépenses soient concentré dans les provinces productrices de l'Ouest, tout particulièrement en Alberta et en Saskatchewan, les autres provinces canadiennes ont également bénéficié de ces retombées économiques. Pour le Québec, les activités pétrolières de l'Ouest canadien ont généré des retombées de près d'un milliard de \$ en 2012, et ont contribué à supporter plus de 10 000 emplois directs et indirects dans l'économie québécoise. En Ontario, des retombées de près de 3,5 milliards de \$ ont été générées en 2012 contribuant à supporter près de 37 000 emplois.

FIGURE 1 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES ET INDIRECTES ASSOCIÉES À L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

2012; par province; en millions de \$, sauf pour l'emploi

M\$	CB	AB	SK	MB	ON	QC	ATLANTIQUE	TERRITOIRES	TOTAL
Valeur ajoutée	1 451	34 033	3 652	340	3 440	939	193	31	44 079
Emplois	15 829	308 737	39 285	4 203	36 547	10 405	2 349	266	417 621
Revenus du gvt fédéral	108	4 007	316	23	285	57	12	3	4 811
Revenus des gvts provinciaux	225	7 652	1 559	22	151	68	10	1	9 688

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

Le secteur pétrolier de l'Ouest représente également une source importante de revenus pour les différents paliers de gouvernement. Pour le gouvernement fédéral, c'est près de 5 milliards de \$ en recettes fiscales en taxes, impôts et redevances qui ont été générées directement ou indirectement par les activités pétrolières, soit environ 2 % de ses revenus totaux. Pour les gouvernements provinciaux, près de 9,7 milliards de \$ de recettes ont été générées grâce aux retombées économiques des activités pétrolières, incluant 68 millions de \$ pour le Québec et 151 millions de \$ pour l'Ontario.

Selon les estimations réalisées pour 2012, près des deux-tiers des retombées ont été générées par les activités d'investissements dans les projets pétroliers, alors que les activités d'opération comptaient pour l'autre tiers. Si les investissements devaient cesser et que seules les opérations étaient maintenues, les retombées économiques générées en seraient diminuées d'autant à court terme. Puisqu'elles alimentent les activités d'opération, la cessation des activités d'investissement aurait toutefois un impact négatif grandissant à moyen et long termes.

Au-delà de l'impact chiffré des retombées, les retombées économiques ont des impacts plus dynamiques ou structurants sur l'économie, notamment sur la balance commerciale. En l'absence du pétrole de l'Ouest canadien, la balance commerciale du pays serait en effet nettement désavantagée, et ce, malgré les importations servant à l'achat d'équipements spécialisés ou autres biens et services nécessaires à l'industrie pétrolière et à ses fournisseurs. Premièrement, l'absence des exportations de pétrole vers les États-Unis accentueraient le solde négatif de la balance commerciale d'environ 70 milliards de \$. Deuxièmement, les raffineries canadiennes alimentées par le pétrole extrait dans l'Ouest canadien devraient acheter leur pétrole sur les marchés mondiaux, à un prix d'environ 27,41\$ le baril supplémentaire à celui du pétrole canadien.

Les retombées économiques contribuent également à alimenter le carnet de commandes des fournisseurs à travers le pays, créant ainsi de la valeur et soutenant des emplois spécialisés. Entre 2002 et 2011, c'est près de 550 milliards de \$ de dépenses qui ont été réalisés par l'industrie pétrolière et gazière. L'importance croissante de ces dépenses a donc pu faire le succès de certaines entreprises des provinces productrices, mais aussi

d'autres provinces comme le Québec et l'Ontario. Le présent rapport propose à cet égard des exemples concrets d'entreprises afin d'illustrer l'impact du développement pétrolier de l'Ouest canadien sur les sociétés québécoise et ontarienne. Au-delà de l'impact en termes de revenus générés, les entreprises rencontrées ont su tirer profit de leurs activités dans l'Ouest en utilisant leur expérience comme effet de levier dans le développement de leur entreprise. Le secteur pétrolier s'avère être pour plusieurs un tremplin pour la mise en valeur de l'expertise détenue par ces entreprises.

1. INTRODUCTION

1.1. LE MANDAT

La Fédération des Chambres de Commerce du Québec (FCCQ) a confié à KPMG-SECOR le mandat de procéder à une évaluation des retombées économiques de l'activité pétrolière en amont dans les provinces de l'Ouest canadien sur l'économie des provinces. En effet, l'économie de l'Ouest canadien est aujourd'hui étroitement liée à l'exploitation des réserves pétrolières présentes sur son territoire. Bien qu'on ne doute plus de l'importance de cette industrie et de ses impacts économique et fiscal pour l'Alberta, plusieurs autres provinces canadiennes, notamment le Québec et l'Ontario, sont appelées à participer et à intervenir face à l'essor du développement pétrolier dans l'Ouest.

Plus spécifiquement, le mandat a consisté à produire une analyse des retombées économiques générées par les activités pétrolière en amont, c'est-à-dire les activités d'exploration, de construction et d'extraction des entreprises pétrolières de l'Ouest. Les provinces analysées pour leur production conventionnelle et non conventionnelle sont la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan. Les retombées pour le Québec, l'Ontario et chacune des provinces canadiennes s'exprimeront en valeur ajoutée, en emplois et en recettes fiscales supplémentaires. Les activités de l'industrie pétrolière génèrent également une série de bénéfices économiques plus structurants, dont l'impact sur la balance commerciale et le succès de certaines entreprises canadiennes.

1.2. LA STRUCTURE DU DOCUMENT

Ce document est divisé en quelques grands blocs qui couvrent les éléments suivants :

- La prochaine section esquisse d'abord **un portrait de l'industrie pétrolière et gazière**;
- La troisième section discute de la **méthodologie** pour l'analyse des retombées économiques;
- La quatrième section analyse les **retombées économiques statiques** découlant des dépenses d'investissement et d'opération de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien;
- La cinquième section analyse les **retombées économiques dynamiques**;
- La **conclusion** est présentée à la section six.

Les annexes comprennent une revue de littérature et les résultats des effets induits.

2. PORTRAIT DE L'INDUSTRIE

L'énergie est d'une importance capitale au fonctionnement de nos sociétés. Elle est autant au centre de simples opérations quotidiennes de tous et chacun, qu'au cœur de besoins industriels complexes. Cette importance a crû de façon significative au cours des années au fur et à mesure que les populations s'enrichissaient et développaient par le fait même de nouveaux besoins qui nécessitaient en retour de l'énergie. Le pétrole et ses produits dérivés demeurent une composante clé de l'offre énergétique actuelle.

Le Canada, comme d'autres pays, a capitalisé sur la présence de cette ressource sur son territoire afin de développer une industrie pétrolière domestique et ainsi répondre à ses propres besoins comme à ceux du reste du monde. Cette industrie a d'importantes répercussions sur l'économie canadienne non seulement dans les régions où on exploite la ressource, mais aussi de façon indirecte à travers le Canada. Afin de bien comprendre les répercussions de cette industrie, il est apparu à-propos, dans un premier temps, de camper le contexte et la mécanique de l'industrie pétrolière.

2.1. LE PÉTROLE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Depuis 1973, la consommation finale mondiale de combustibles énergétiques a pratiquement doublé, passant de 4,7 à 8,7 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (Gtep)¹. Parmi les principaux combustibles, on retrouve en ordre croissant d'importance le charbon (0,9 Gtep), les biocarburants et déchets (1,1 Gtep), le gaz naturel (1,3 Gtep), des combustibles divers (1,8 Gtep), mais surtout les produits pétroliers et le pétrole brut (3,6 Gtep). Le pétrole représente ainsi 41 % de toute la consommation mondiale énergétique. Cette importance découle de son utilisation pour de nombreuses applications, autant chez les individus que les industries.

En effet, en 2010, 62 % de l'utilisation des produits pétroliers visait le transport, 9 % les besoins industriels, 17 % la fabrication de produits non-énergétiques² et 12 % d'autres besoins³. C'est dans le secteur des transports que l'utilisation du pétrole a le plus augmenté au cours des dernières années; entre 1973 et 2010, la consommation dans ce secteur est passée de 1,0 Gtep à 2,2 Gtep.

L'augmentation de la consommation énergétique est directement liée à la croissance de la population et de la richesse⁴. Tel que l'illustre la Figure 2, les pays en développement consomment entre 0 et 10 barils de pétrole par habitant sur une base annuelle alors que les pays industrialisés en consomment plutôt entre 5 et 15. La croissance économique des pays influence donc fortement la demande de produits pétroliers. Par ailleurs, certains pays producteurs sont aussi des pays à forte intensité de consommation, telle que l'illustre le Canada et plusieurs autres pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

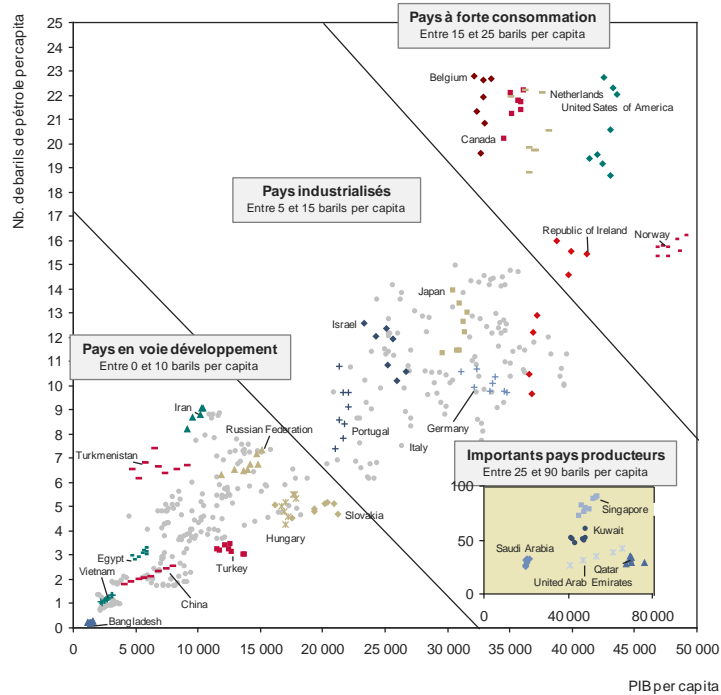
¹ (Key World Energy Statistics, 2012)

² Diluants, cires, lubrifiants, bitume et d'autres produits

³ Agriculture, commercial, services publiques, résidentiel et d'autres secteurs non-spécifiés

⁴ Entre 1973 et 2010, la population mondiale est passée de 3,9 milliards d'habitants à 6,9 milliards d'habitants et le PIB mondial en \$ de 2005 d'environ 18 002 milliards à 50 932 milliards (United States Department of Agriculture)

FIGURE 2 : CONSOMMATION DE PÉTROLE ET PIB PER CAPITA
2005-2011; en nombre de barils per capita; en PPP \$ de 2005 per capita



Sources : (Banque Mondiale), (British Petroleum), analyse KPMG-SECOR

2.1.1. CONSOMMATION ET PRODUCTION

En 2012, les plus grands consommateurs de pétrole étaient les États-Unis et la Chine. Comme la Chine a connu une croissance économique fulgurante et qu'elle possède un fort bassin de population, sa consommation de pétrole a bondi à un rythme annuel moyen de 6,6 % entre 2003 et 2012 pour atteindre 483,7 millions de tonnes. À l'inverse, la consommation aux États-Unis a diminué d'environ 1,0 % annuellement, bien qu'elle atteigne toujours près du double de la consommation chinoise avec 820 millions de tonnes et qu'elle représente seulement environ le quart de la population chinoise. C'est le même constat pour les pays européens dont la consommation de pétrole a diminué en raison du ralentissement économique et des efforts de substitution de leur consommation énergétique. Globalement, la consommation mondiale de pétrole a augmenté de 411 millions de tonnes en 10 ans pour atteindre 4,12 milliards de tonnes en 2012.

FIGURE 3 : CONSOMMATION MONDIALE DE PÉTROLE BRUT

2003-2012, milliards de tonnes

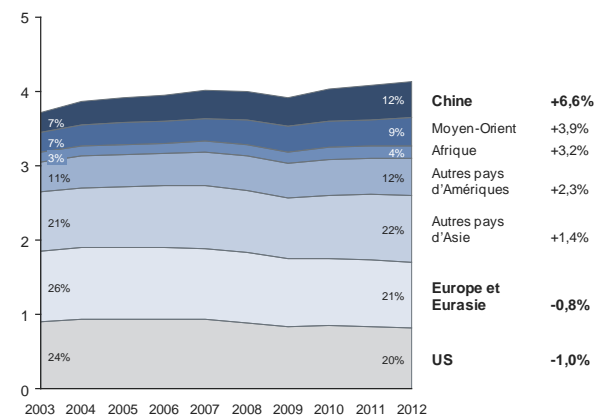
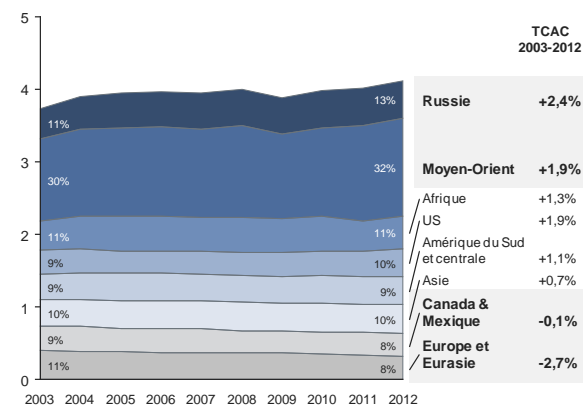


FIGURE 4 : PRODUCTION MONDIALE DE PÉTROLE BRUT

2003-2012, milliards de tonnes



Sources : (British Petroleum), analyse KPMG-SECOR

Bien que la consommation dépende du niveau de développement, la production, elle, dépend des dotations géologiques en gisement de pétrole. Cela implique donc que certaines régions du monde sont plus favorisées que d'autres. Le Moyen-Orient représente à lui seul le tiers de la production mondiale et continue d'augmenter sa production d'environ 1,9 % annuellement afin de satisfaire la demande mondiale. Mais c'est en Russie que la production augmente le plus rapidement, soit à un rythme de 2,4 % annuellement au cours des 10 dernières années. Au cours de cette dernière décennie, malgré la diminution de la production européenne et nord-américaine⁵, la production mondiale a pu prendre le relais et atteindre 4,12 milliards de tonnes en 2012.

2.1.2. COMMERCE ET PRIX

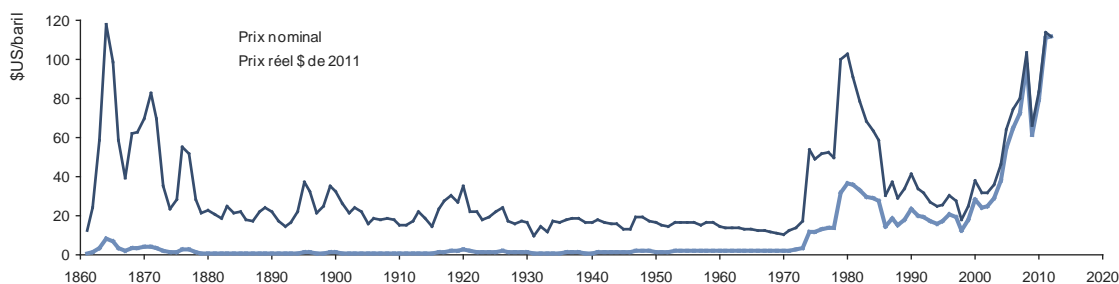
Par ailleurs, le pétrole brut se doit d'être raffiné avant d'être consommé. Les États-Unis, l'Europe et la Chine représentent à eux-seuls plus de 50 % des capacités de raffinage. Cette activité de transformation alimente ainsi le commerce international de pétrole qui permet d'acheminer le brut des pays producteurs vers les pays raffineurs; des 4,12 milliards de tonnes de pétrole brut produit en 2012, 47 % étaient transigés internationalement. Le marché du pétrole est donc intégré mondialement et cela se reflète sur les principaux prix de référence qui sont fortement corrélés.

Historiquement, le prix du pétrole brut en dollars constants a diminué de façon uniforme, mais il a atteint deux nouveaux sommets depuis 1860 : un premier en 1980 (qui suivait le saut de 1972) et un second en 2011 (qui suivait la tendance depuis le début des années 2000), ce dernier ayant atteint le prix de 113,56 \$US le baril de Brent.

⁵ La production américaine n'a recommencé à augmenter qu'à partir de 2009.

FIGURE 5 : PRIX DU PÉTROLE BRUT (BRENT)

1860-2012, en \$US par baril



Sources : (British Petroleum), analyse KPMG-SECOR

2.1.3. INVESTISSEMENTS ET DÉVELOPPEMENT

C'est principalement cette hausse marquée du prix du pétrole brut qui a entraîné une forte augmentation de l'activité d'exploration de l'industrie pétrolière au cours des dernières années. Entre 2000 et 2012, le nombre d'appareils de forage a pratiquement doublé à l'échelle mondiale afin de découvrir de nouvelles réserves de pétrole. Les États-Unis et le Canada accueillent sur cette période 65 % des forages mondiaux avec respectivement 1 919 et 365 appareils de forage actifs en moyenne au cours de l'année 2012⁶.

La hausse de l'attrait pour l'industrie pétrolière se reflète aussi par les montants dépensés en exploration et production (E&P). Entre 2005 et 2013, les investissements en E&P ont triplé atteignant les 644 milliards de \$US⁷. En 2013, la part du lion aura été dépensée aux États-Unis avec près de 22 % des investissements mondiaux totaux. Le Canada a accueilli 7 % des dépenses d'investissement avec 44,7 milliards \$US⁸.

2.2. LE PÉTROLE AU CANADA

Au cours de la dernière décennie, l'importance du Canada dans l'industrie pétrolière mondiale s'est significativement accrue; bien qu'il ne consomme que 2,5 % de la consommation mondiale de pétrole, il en produit une quantité de plus en plus importante. En 2012, la production canadienne atteignait 4,4 % de la production mondiale grâce aux nombreux travaux d'exploration ayant permis d'augmenter sa capacité d'extraction.

Entre 2002 et 2011, les dépenses d'exploration pétrolière et gazière ont augmenté de 4,1 milliards de \$ atteignant 9,6 milliards de \$. La majorité de ces travaux d'exploration ont eu lieu en Alberta (60 % en

⁶ (Baker Hughes)

⁷ (Equity Research, 2012)

⁸ (Barclays Capital, 2013)

moyenne), en Colombie-Britannique (23 % en moyenne) en Saskatchewan (9 % en moyenne), et dans une certaine mesure à Terre-Neuve & Labrador (2 % en moyenne).

2.2.1. CONSOMMATION ET PRODUCTION

En conséquence, la production canadienne a augmenté de 255 millions de barils de pétrole entre 2002 et 2011 pour atteindre une production annuelle de 1,1 milliard de barils. Cette hausse de la production s'est principalement déroulée en Alberta comme l'illustre la croissance rapide de 4,7 % par année. Cette hausse de la production a permis une diminution des importations de 73,3 millions de barils de pétrole entre 2002 et 2011.

Les besoins d'importations sont essentiellement dus à des contraintes géographiques et de transport puisqu'en réalité, presque toutes les provinces canadiennes ont diminué leur approvisionnement en pétrole de quelque 57,8 millions de barils de pétrole brut pour une consommation totale de 720,9 millions de barils en 2011. Plus de 50 % de la production pétrolière canadienne est en fait destinée à l'exportation vers les États-Unis.

FIGURE 6 : PRODUCTION CANADIENNE ET IMPORTATION DE PÉTROLE BRUT 2002-2011; en millions de barils

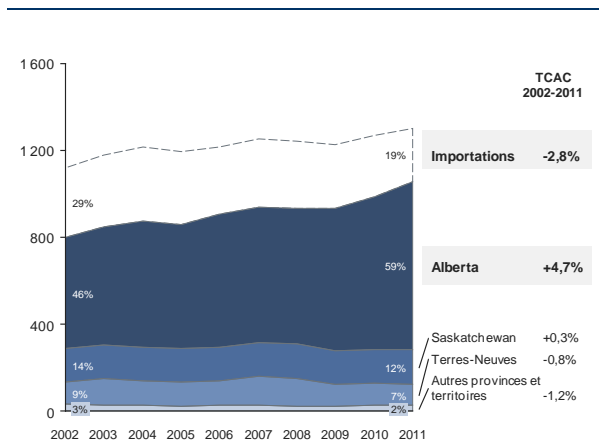
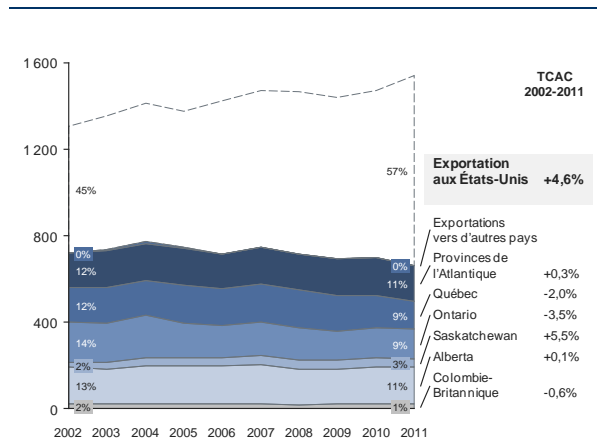


FIGURE 7 : UTILISATION PÉTROLIÈRE DES RAFFINERIES CANADIENNES ET EXPORTATION DE PÉTROLE BRUT 2002-2011; en millions de barils



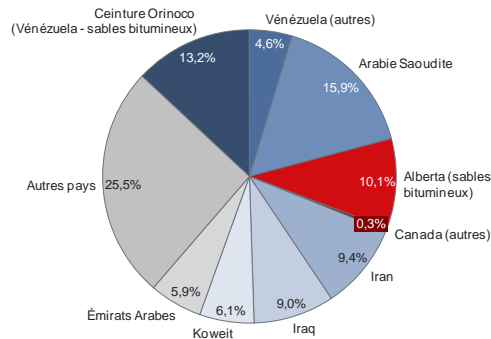
Sources : (Statistique Canada, 2012), analyse KPMG-SECOR

2.2.2. RÉSERVES

Les sables bitumineux sont d'une importance capitale dans l'évolution de l'industrie pétrolière canadienne. En effet, 28 % de la production de pétrole brut en 2011 provenait des sables bitumineux de l'Alberta et ce type de pétrole représente 98 % des réserves actuelles connues du Canada avec 169 milliards de barils. Le pétrole conventionnel représente des réserves évaluées à 4,1 milliards de barils, distribué principalement entre

l'Alberta (37 %), Terre-Neuve & Labrador (34 %) et la Saskatchewan (25 %). Ces réserves portent le Canada en troisième position des pays ayant le plus de réserves avec 10 % de la quantité mondiale, soit près de 6 fois la consommation mondiale de 2012.

FIGURE 8 : RÉSERVES MONDIALES DE PÉTROLE BRUT
2012; en pourcentage; total = 1 668,9 milliards de barils



Sources : (British Petroleum), analyse KPMG-SECOR

2.2.3. INVESTISSEMENTS

Cette quantité importante de réserves a entraîné le développement de nombreux projets d'exploration et des dépenses d'investissement considérables au Canada. Malgré une chute des investissements de l'industrie pétrolière et gazière en 2009, causée par la récession mondiale, ceux-ci ont connu une croissance moyenne de 10 % annuellement depuis 2002, pour se chiffrer à 52,3 milliards de \$ en 2011. Plus de 75 % de ces investissements se sont concentrés en Alberta, autant dans le pétrole conventionnel (18,8 milliards de \$) que dans les sables bitumineux (20,8 milliards de \$).

L'importance relative des investissements en sol albertain a toutefois légèrement diminué depuis 2002 en raison de la croissance plus rapide des investissements en Saskatchewan (16,5 %) et en Colombie-Britannique (16,3 %). En conséquence, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan récoltent aujourd'hui respectivement 15 % et 17 % des investissements totaux de l'industrie pétrolière canadienne.

FIGURE 9 : BILAN DES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE AU CANADA 2002-2011; en milliards de \$

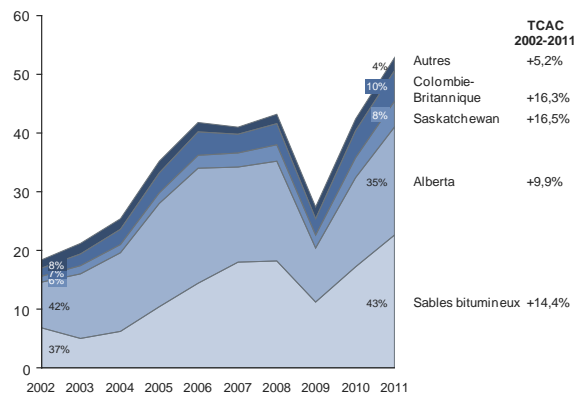
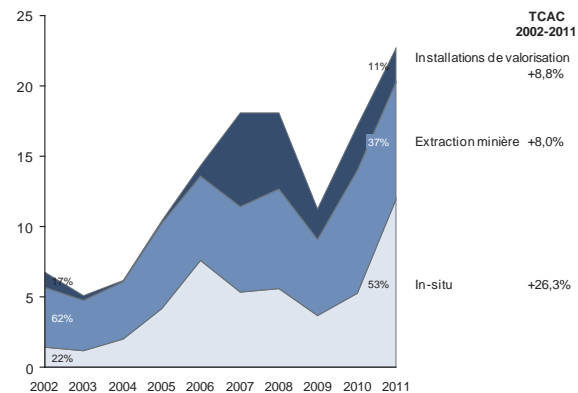


FIGURE 10 : BILAN DES INVESTISSEMENTS DANS LES SABLES BITUMINEUX EN ALBERTA, PAR MÉTHODE D'EXTRACTION 2002-2011; en milliards de \$



Sources : (Canadian Association of Petroleum Products), analyse KPMG-SECOR

En isolant le secteur des sables bitumineux, on constate qu'une part grandissante des investissements est dirigée vers les sites *in-situ*, c'est-à-dire où le pétrole est recueilli par forage de puits où l'on pompe de la vapeur ou des solvants sous terre pour liquéfier le bitume et l'extraire. Ceci reflète le fait que la très grande majorité des réserves pétrolières dans les sables bitumineux est enfouie à une profondeur qui ne permet pas l'extraction minière à ciel ouvert, une méthode davantage apparentée aux techniques d'extraction du charbon. En 2011, plus de la moitié des investissements étaient dirigés vers les sites *in-situ*, contre 37 % pour les sites miniers; ce revirement de situation ne datant cependant que depuis 2011. Quant aux investissements dans les installations de valorisation, où le bitume est transformé en pétrole brut synthétique, ils comptaient pour 11 % des investissements totaux dans les sables bitumineux.

2.2.4. PARTICIPATION ÉTRANGÈRE

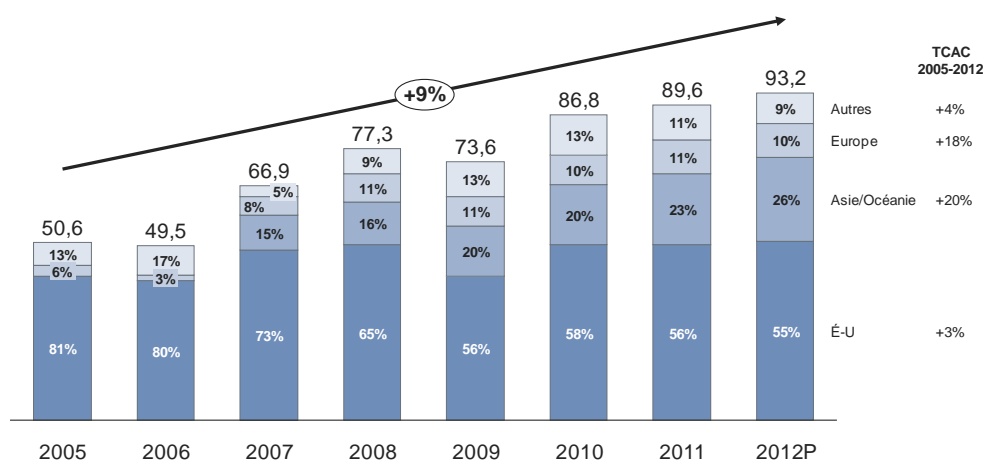
La présence importante de pétrole en sol canadien attire de nombreux investisseurs étrangers. Les investissements directs étrangers (IDE), c'est-à-dire l'investissement réalisé au Canada par des sociétés étrangères en vue d'acquérir des actifs et de gérer des activités de production, ont atteint un sommet estimé à plus de 93 milliards de \$ en 2012, et affiche une croissance annualisée de 9 % depuis 2005.

Les États-Unis sont depuis longtemps la plus importante source d'investissements directs étrangers au Canada dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. En 2012, la valeur de leurs investissements est estimée à plus de 50 milliards de \$, en croissance de 3 % depuis 2005.

En raison de la forte croissance des investissements en provenance de l'Europe, et plus particulièrement de l'Asie/Océanie, l'importance relative des IDE provenant des États-Unis est passée de 81 % en 2005 à 55 % en 2012. Parallèlement, les investissements en provenance d'Europe ont augmenté de 18 % annuellement

entre 2005 et 2012, pour se chiffrer à 9,6 milliards de \$ en 2012, soit 10 % des IDE totaux. Quant aux IDE en provenance de l'Asie/Océanie, ils ont crû de 20 % annuellement depuis 2005 pour se chiffrer à 24 milliards de \$ en 2012, soit 26 % des IDE totaux.

FIGURE 11 : BILAN DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU CANADA - EXTRACTION DE PÉTROLE ET DE GAZ
2005-2012P; en milliards de \$



Sources : Statistique Canada, analyse SECOR-KPMG

Selon la compilation des transactions de fusions-acquisitions dans le secteur des sables bitumineux, il est estimé que, depuis 2003, 33 % des investissements étrangers proviendraient des États-Unis, 18 % de la France, et dans une plus faible proportion, de Thaïlande (7 %), de Norvège (6 %), du Royaume-Uni (2 %) et de la Corée (1 %)⁹. La balance, soit 33%, proviendrait de la Chine. L'importance croissante de la Chine dans les investissements étrangers a fait dernièrement les manchettes, notamment lors de l'acquisition fin 2012 de Nexen Inc. par CNOOC Ltd, une société d'État chinoise, pour un montant de 15,1 milliards de \$.

2.2.5. OPÉRATIONS ET JOUEURS DE L'INDUSTRIE

Parallèlement aux investissements en exploration, beaucoup d'opérations ont débuté et entraîné des dépenses supplémentaires de l'industrie; entre 2002 et 2011, les dépenses d'opération pétrolière et gazière sont passées de 10,6 milliards de \$ à 32,9 milliards de \$, une augmentation grandement attribuable aux sables bitumineux qui ont eu une croissance de 24,4 % sur la période. Les dix principales compagnies actives dans l'industrie pétrolière au Canada en 2011 totalisaient 65 % de la production journalière du pays. Le portrait est dominé par l'entreprise canadienne Suncor Energy Inc., qui représentait 14,2 % de la production en 2011, suivie par Canadian Natural Resources Limited (11,6 %), Imperial Oil Limited (8,8 %) et Husky Energy Inc. (7,0 %). Au

⁹ (Canadian Energy Research Institute, March 2012.)

nombre des entreprises étrangères, ou de leurs filiales, se retrouvent Shell Canada Ltd (Europe), ConocoPhillips Canada Limited (États-Unis) et Devon Canada Corporation (États-Unis).

FIGURE 12 : DÉPENSES D'OPÉRATION PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRE AU CANADA PAR PROVINCE 2002-2011; en milliards de \$

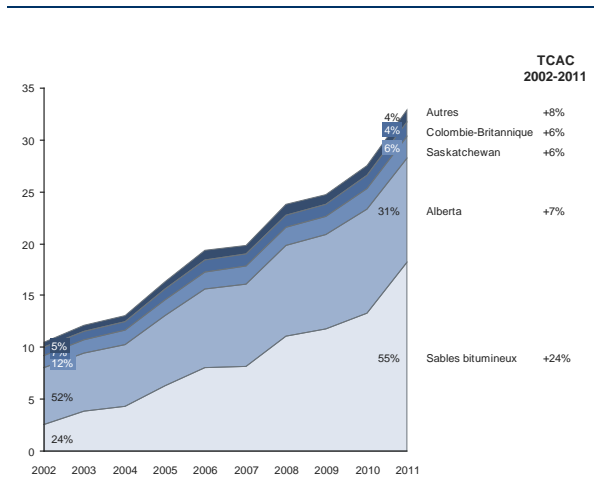
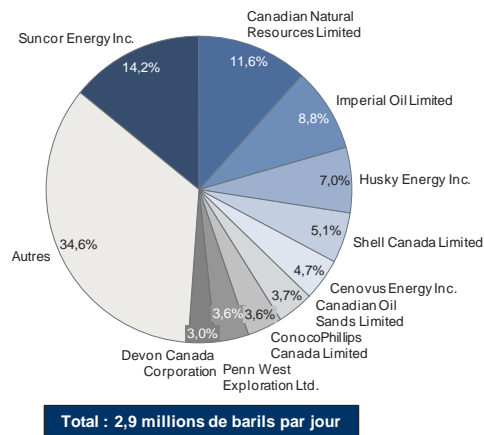


FIGURE 13 : LES DIX PLUS GRANDS PRODUCTEURS DE PÉTROLE AU CANADA 2011; en pourcentage



Sources : (Canadian Association of Petroleum Products), analyse KPMG-SECOR

2.2.6. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

La hausse de l'activité pétrolière n'est pas étrangère à la forte croissance économique de l'Ouest canadien des dernières années. L'Alberta en a été un des principaux bénéficiaires directs puisque cette province représente plus de 70 % du PIB pétrolier et gazier canadien. Le PIB pétrolier et gazier de l'Alberta a crû de 6,5 % par année entre 2002 et 2012 et comptait pour 23,9 % de son PIB en 2012.

FIGURE 14 : EMPLOI DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE
2000-2012; en milliers d'emplois

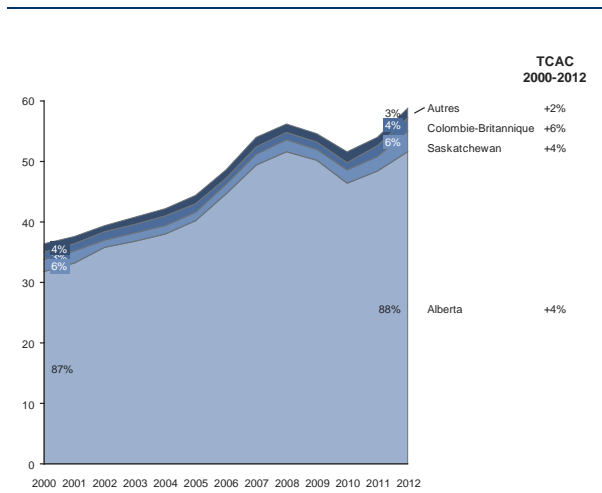
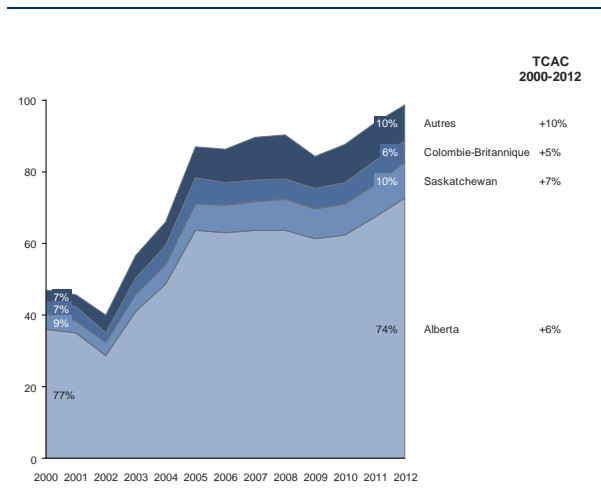


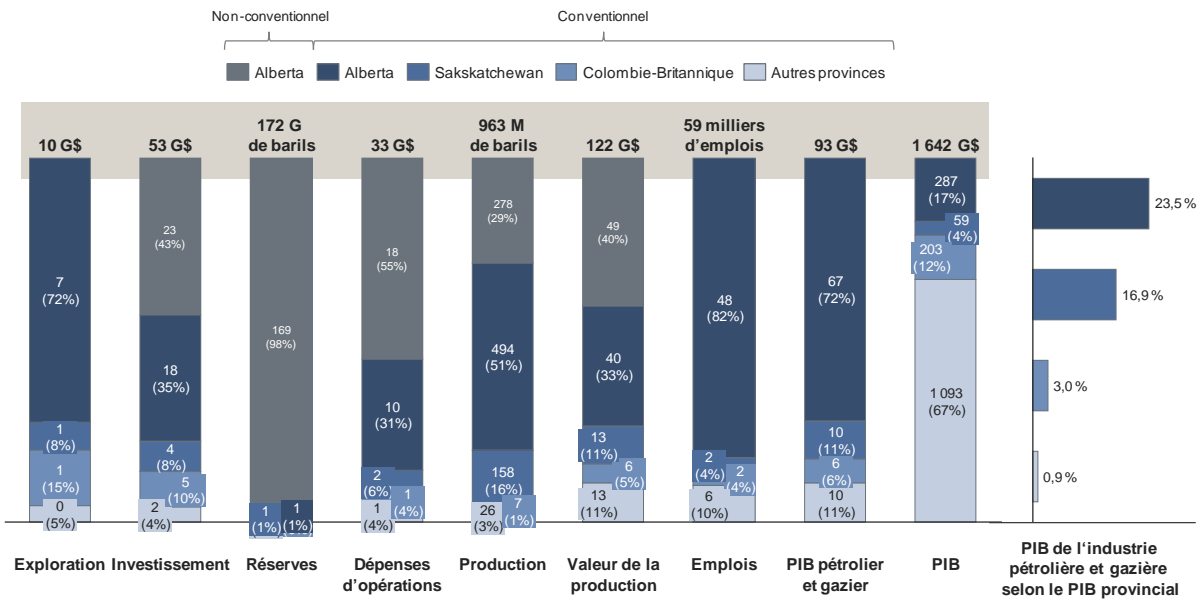
FIGURE 15 : PIB DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE PAR PROVINCE
2000-2012; en milliards de \$



Sources : (Canadian Association of Petroleum Products), analyse KPMG-SECOR

Par le fait même, l'emploi dans le secteur pétrolier au Canada a aussi fortement augmenté pour atteindre 58 851 emplois en 2011, toujours concentré en Alberta (90 % en moyenne). La Saskatchewan et la Colombie-Britannique, bien qu'elles soient des producteurs moins importants, ont bénéficié des investissements directs alors que leur activité économique y a crû respectivement de 8,9 % et 2,6 %, et l'emploi, de 10,4 % et 5,9 %.

FIGURE 16 : ÉTAT DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE AU CANADA SELON LES PROVINCES
2011; en milliards de \$ (G\$), en milliards (G) de barils; en millions (M) de barils, en milliers d'emploi, en pourcentage



Sources : Statistique Canada, analyse SECOR-KPMG

Bien que les impacts économiques directs du développement pétrolier se concentrent en Alberta, les bénéfiques se font sentir à l'échelle du Canada, incluant au Québec et en Ontario. Les prochains chapitres aborderont cet aspect.

3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'industrie pétrolière et gazière canadienne en amont est donc importante pour l'économie du Canada. D'autres secteurs de l'industrie, tel que le transport, le raffinage et la distribution, entraînent aussi la création de richesse et d'emplois. Néanmoins, le spectre de l'étude sera concentré exclusivement sur les activités d'exploration, de construction et d'extraction de pétrole. L'utilisation de l'« industrie pétrolière » fait donc uniquement référence à l'industrie pétrolière en amont.

L'extraction pétrolière se décompose en deux sous-secteurs, l'extraction conventionnelle et celle non-conventionnelle. Le pétrole conventionnel représente le pétrole ayant la viscosité la plus légère; on y associe le pétrole léger à lourd. Les réserves historiques ont été en grande majorité du pétrole conventionnel. Il est généralement plus facile et moins dispendieux à extraire que le pétrole non-conventionnel, mais la découverte de nouveaux gisements se fait de plus en plus rare. En opposition, le pétrole non-conventionnel représente du pétrole ayant une viscosité plus élevée; on y associe entre autres les sables bitumineux et le pétrole extra lourd. Les coûts d'extraction sont plus élevés, mais la découverte de nouveaux gisements est de plus en plus fréquente et tend à remplacer les réserves de pétrole brut mondiales.

Pour rendre compte de l'importance des retombées économiques de l'industrie pétrolière, l'étude utilise les dépenses d'investissement, qui entraîneront les activités d'extraction pétrolière futures, et les dépenses d'opération, qui découlent des activités pétrolières d'extraction en cours. Les dépenses d'investissement comprennent celles provenant des activités d'exploration et de développement de gisements de pétrole, soit les achats de terrain d'exploration ou d'extraction, les forages prospectifs, les travaux d'analyses géologiques ou géophysiques, l'aménagement de terrain en vue d'en faire l'extraction, la construction de bâtiments, l'achat d'équipements et toutes dépenses qui visent à débiter ou à améliorer l'extraction future. Les dépenses d'opération comprennent celles qui entraînent l'extraction de gisement de pétrole, soit l'utilisation de puits, les consommables et l'entretien liés aux installations d'extraction ou administratif, les salaires versés et toutes dépenses qui permettent l'extraction en cours d'un gisement de pétrole.

3.1. PRÉSENTATION DES DONNÉES

Afin d'établir les retombées économiques de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien pour chacune des provinces, il a été nécessaire de recourir à plusieurs sources de données. Avec l'assistance du *Canadian Association of Petroleum Producers* (CAPP), nous avons pu obtenir les données historiques d'investissement, des dépenses d'opération ainsi que d'autres informations pertinentes aux activités de l'industrie pétrolière et gazière jusqu'en 2011. Ces données ont servi à dresser le portrait exhaustif de l'industrie de la section 2 et à poursuivre nos analyses économiques dynamiques.

Le *Canadian Energy Research Institute* (CERI) a aussi collaboré en nous transmettant leurs estimations de production, de dépenses d'investissement et de dépenses d'opération par province pour l'année 2012, et ce de façon distincte entre l'industrie pétrolière et gazière. C'est à partir de ces données que l'évaluation des retombées économiques de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien seulement a été réalisée.

3.2. LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Une première section de l'étude présente les impacts économiques statiques, ce qui correspond à l'effet multiplicateur de la dépense initiale réalisée par l'industrie pétrolière des provinces de l'Ouest canadien. En somme, ces impacts mesurent l'effet de cascade que produit l'injection d'un montant d'argent sur un territoire donné, ici le Canada. Plus une économie sera intégrée, ou plus la dépense initiale fera appel à des secteurs d'activité présents sur le territoire, plus les retombées économiques seront importantes. Les retombées ont été évaluées par province pour tenir compte de l'impact économique que l'industrie pétrolière de l'Ouest peut avoir ailleurs au Canada, notamment au Québec et en Ontario.

Les retombées économiques « classiques » ou « statiques » sont segmentées en deux grands groupes¹⁰, soit les effets directs et les effets indirects des dépenses estimées.

- Les **effets directs** correspondent aux effets-revenus directement attribuables aux dépenses engagées par un projet. Il s'agit des revenus générés chez les premiers mandataires du projet (soit l'industrie pétrolière et ses maîtres d'œuvre). Ils prennent la forme de salaires versés à ces premiers mandataires ainsi que d'autres revenus générés chez ces derniers (profits, amortissements). Les excédents d'exploitation sont aussi des effets directs, mais n'ont pas été évalués dû à la nature confidentielle de l'information.
- Les **effets indirects** correspondent aux effets-revenus résultants d'une demande de biens et de services engendrée par les activités des projets dans d'autres secteurs industriels. Il s'agit en quelque sorte des impacts chez les fournisseurs des premiers mandataires du projet. Ces effets correspondent, par exemple, à la demande de biens intermédiaires auprès des divers fournisseurs du projet (ex. : services professionnels et de génie, services techniques spécialisés [arpentage, forage, etc.], services de structure, de mécanique, énergie, machinerie, etc.). Ils prennent aussi la forme de salaires versés aux employés des divers fournisseurs ainsi que d'autres revenus générés chez ces derniers (profits, amortissements).

Les impacts économiques directs et indirects ont été calculés à l'aide du modèle intersectoriel de Statistique Canada selon la structure moyenne des industries du modèle 2009, le dernier modèle disponible. Par ailleurs, les revenus des gouvernements provenant des impôts sur les salaires et traitement ont été calculés manuellement puisque le modèle intersectoriel de Statistique Canada ne les considère pas.

Il est important de noter que cette évaluation peut être considérée comme conservatrice. D'une part, cette mesure des retombées économiques a été réalisée selon la structure de dépenses moyennes en biens et services de l'industrie et l'évaluation n'inclut pas les effets induits. D'autre part, elle n'intègre pas les effets dynamiques ou structurants du projet d'investissement. Cette première mesure représente par conséquent un scénario minimal. Les retombées économiques dynamiques seront approfondies dans la section 5.

¹⁰ Il existe un troisième groupe, les **effets induits**, qui a été analysé, mais dont les résultats se trouvent en **annexe** seulement. Les **effets induits** correspondent aux effets-revenus résultants de la dépense en biens et services des travailleurs qui bénéficient des retombées directes et indirectes. Il s'agit de la consommation qui est attribuable à l'augmentation des revenus des travailleurs du projet en tant que tel. En d'autres mots, les revenus de travail générés par l'industrie pétrolière et ceux de ses mandataires ou de leurs fournisseurs vont donner lieu à diverses dépenses personnelles de consommation. Ces dépenses de consommation vont stimuler à leur tour l'emploi dans des commerces, des firmes de services, des loisirs, etc. Ces retombées peuvent toutefois être sujettes à critiques puisqu'elles supposent que les individus qui obtiennent un emploi dans le cadre du projet n'auraient pas eu de sources de revenus de rechange et n'auraient donc pas engagé ces dépenses de consommation. Compte tenu des régimes de soutien du revenu et des pénuries de main-d'œuvre dans certains domaines, on comprend qu'une portion de ces dépenses auront lieu avec ou sans projet. Par contre, les effets induits deviennent beaucoup plus pertinents dans des régions où les taux de chômage sont relativement élevés et où les revenus de travail sont plus limités.

3.3. LES HYPOTHÈSES DE BASE DE L'ÉVALUATION RÉALISÉE

L'évaluation des retombées économiques statiques réalisée s'appuie sur un certain nombre d'hypothèses de base, dont les principales sont les suivantes :

- L'analyse est effectuée sur la base de l'évaluation des dépenses d'investissement et d'opération de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien par province, soit la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan, réalisée par le CERI en septembre 2013. Il s'agit de l'estimation des dépenses pour l'année 2012. Les retombées pourraient être plus ou moins élevées selon que ces estimations s'écartent à la hausse ou à la baisse des dépenses qui ont effectivement été réalisées.
- Le Manitoba est aussi une province de l'Ouest canadien productrice de pétrole, mais n'a pas été considérée dans l'évaluation des retombées. Sa production est marginale, soit 1,5 M de barils en 2012 ou 1,7 % de la production des provinces productrices de l'Ouest. Cela représente néanmoins une production plus importante que celle de la Colombie-Britannique (0,6 M de barils en 2012), mais les projets d'investissements de l'industrie pétrolière y sont moins grands; alors que les dépenses d'investissement pétrolier et gazier en Colombie-Britannique entre 2002 et 2011 ont représenté 13 % du total de l'Ouest canadien, celles du Manitoba ont représenté moins de 1 %. Enfin, l'information des activités de dépenses d'investissement et d'opération spécifique à l'activité pétrolière de la province du Manitoba seulement ne sont pas disponibles. Les retombées totales des provinces productrices de l'Ouest canadien sont donc sous-estimées en raison de l'omission des activités pétrolières au Manitoba, mais de peu en raison de son importance marginale.
- L'analyse est effectuée sur la base de la structure de dépenses moyenne de l'industrie pétrolière évaluée par Statistique Canada selon le modèle interprovincial d'entrées-sorties de 2009. Cette répartition est disponible par biens et services. Les retombées pourraient varier si la structure moyenne changeait.
- L'estimation des dépenses est en dollars canadiens de l'année 2012.
- Les retombées calculées sont brutes; elles ne considèrent aucun support gouvernemental.
- L'analyse sur les revenus des gouvernements est effectuée sur la base de la structure de taxation de 2012 en trois étapes :
 1. Les impôts sur les revenus d'emploi sont calculés à partir des taux d'imposition du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux respectif en fonction des salaires moyens¹¹ évalués par le modèle de Statistique Canada;
 2. Les taxes sont estimées à partir du modèle de Statistique Canada. Pour le gouvernement fédéral, celles-ci incluent les taxes sur les bénéfices commerciaux, la taxe sur l'essence, la taxe les droits d'accise, la taxe environnementale, la taxe sur le transport aérien, la TPS et la TVH ainsi que les droits de douane sur les importations. Pour les gouvernements provinciaux, les taxes incluent les taxes environnementales, les taxes d'accise sur les gallons, les taxes sur les bénéfices commerciaux, les taxes sur l'essence, les taxes d'amusement, les autres taxes à la consommation, les taxes de vente provinciales et les taxes de vente harmonisées;
 3. Les redevances sur l'extraction pétrolière proviennent des estimations réalisées par le CERI au sein des provinces productrices respectives.

¹¹ Soit la somme des salaires divisée par le nombre d'équivalents temps plein.

4. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES STATIQUES DES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES DE L' OUEST CANADIEN

Cette section présente les résultats de l'estimation des retombées économiques, c'est-à-dire la création de richesse associée aux dépenses d'investissement et d'opération du secteur pétrolier de l'Ouest canadien. Les retombées totales sont d'abord rapportées et sont ensuite ventilées selon les investissements et les opérations.

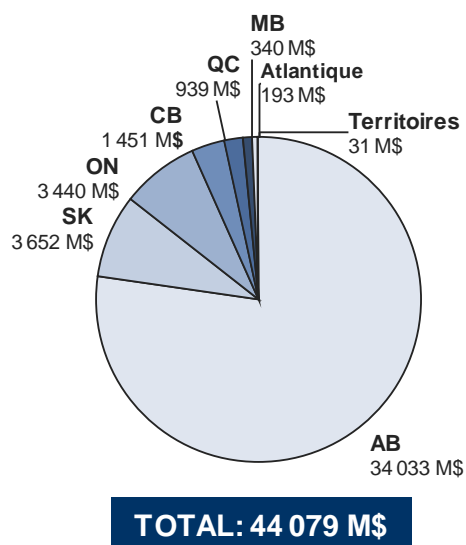
Les retombées sont aussi présentées distinctement pour le pétrole conventionnel et non-conventionnel, en raison des techniques d'extraction qui diffèrent d'un type à l'autre, affectant ainsi la structure des dépenses. En effet, alors que le pétrole conventionnel se présente sous forme liquide et peut être extrait sans autre traitement ou dilution, le pétrole non-conventionnel exige des techniques d'extraction intensives en énergie, en raison de sa composition inhabituelle ou de la difficulté d'accès. Le pétrole non-conventionnel inclut le pétrole extrait des sables bitumineux ainsi que le pétrole lourd et extra-lourd.

4.1. RETOMBÉES TOTALES

En 2012, l'ensemble des dépenses d'investissement et d'opération du secteur pétrolier de l'Ouest canadien, soit un total de 61 milliards de \$, a généré des retombées économiques de 44,1 milliards de \$ et contribué à supporter près de 420 000 emplois au Canada. Bien que l'impact de ces dépenses soit concentré dans les provinces productrices de l'Ouest, tout particulièrement en Alberta et en Saskatchewan, les autres provinces canadiennes ont également bénéficié de ces retombées économiques (voir Figure 17.).

FIGURE 17 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES ET INDIRECTES ASSOCIÉES À L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L' OUEST CANADIEN

2012; par province; en millions de \$



Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

Pour le Québec, les activités pétrolières de l'Ouest canadien ont généré des retombées de près d'un milliard de \$ en 2012, contribuant à supporter plus de 10 000 emplois directs et indirects. En Ontario, des retombées de près de 3,5 milliards de \$ ont été générées, contribuant à supporter près de 37 000 emplois cette même année. Ces retombées sont sous-estimées en partie en raison de la mobilité de certains travailleurs travaillant dans les provinces productrices, mais résidant au Québec ou en Ontario.

À l'exception de l'Alberta et de la Saskatchewan, où les retombées économiques directes et indirectes représentent respectivement 11,2 % et 4,7 % de leur PIB, les autres provinces canadiennes bénéficient de retombées variant entre 0,2 % du PIB pour l'Atlantique et 0,6 % du PIB pour la Colombie-Britannique.

FIGURE 18 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES ET INDIRECTES ASSOCIÉES À L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN EN FONCTION DU PIB
2012; par province; en milliards de \$; en pourcentage du PIB

M\$	CB	AB	SK	MB	ON	QC	ATLANTIQUE	TERRITOIRES	TOTAL
Retombées directes et indirectes	1 451	34 033	3 652	340	3 440	939	193	31	44 079
Produit intérieur brut ^E	224,5	304,4	77,1	57,6	674,9	356,6	111,5	9,7	1 817,1
Retombées en % du PIB	0,6 %	11,2 %	4,7 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	2,4 %

^E : Estimé

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

En 2012, près de 54 % des retombées économiques totales au Canada provenaient du développement pétrolier non-conventionnel, une proportion qui pourrait augmenter dans les prochaines années, reflétant la croissance des investissements et de la production dans les sables bitumineux albertains.

Le secteur pétrolier de l'Ouest représente également une source de revenus importante pour les différents paliers de gouvernement. Pour le gouvernement fédéral, c'est près de 5 milliards de \$ en recettes fiscales en taxes, impôts et redevances qui ont été générées directement ou indirectement par les activités pétrolières en amont, soit environ 2 % de ses revenus totaux¹². Pour les gouvernements provinciaux, près de 9,7 milliards de \$ de recettes fiscales ont été générées grâce aux retombées économiques des activités pétrolières, incluant 68 millions de \$ pour le Québec et 151 millions de \$ pour l'Ontario.

En 2012, près des deux-tiers des retombées étaient générées par les activités d'investissements dans les projets pétroliers, conventionnels comme non-conventionnels, alors que les activités d'opération comptaient pour l'autre tiers. Si les investissements devaient cesser et que seules les opérations étaient maintenues, les retombées économiques générées par l'industrie pétrolière en seraient diminuées d'autant à court terme. Puisque les investissements réalisés alimentent les activités d'opération à moyen et long termes, la cessation des activités d'investissement aurait toutefois un impact négatif grandissant dans le temps sur les retombées

¹² Sources : Ministère des Finances du Canada, analyse KPMG-SECOR

économiques dans l'industrie. Ceci étant dit, le CERI prévoit qu'à l'horizon 2020, les dépenses totales du secteur pétrolier de l'Ouest auront augmenté d'environ 20 % par rapport à 2012 pour atteindre 77 milliards de \$. Toutes choses étant égales par ailleurs, les retombées économiques pour les provinces canadiennes pourraient également augmenter de 20 % à l'horizon 2020 et ainsi passer de 44,1 milliards de \$ en 2012 à 52,6 milliards de \$ en 2020.

À noter que les retombées économiques induites ne sont pas incluses dans les analyses effectuées, mais sont présentées à titre informatif en annexe.

4.2. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

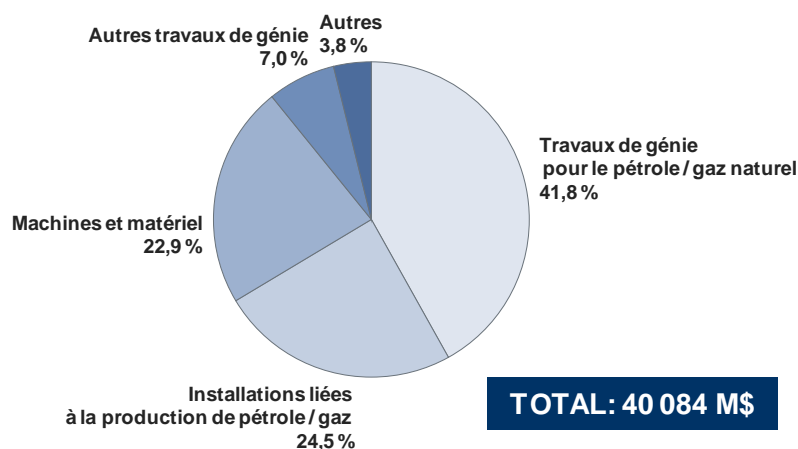
Dans le secteur pétrolier, les dépenses d'investissement correspondent aux dépenses engendrées afin d'assurer la production pétrolière future. Ces dépenses incluent donc les dépenses liées aux activités d'exploration et aux activités d'aménagement et de construction des installations, le cas échéant.

En 2012, les dépenses d'investissement de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien se sont élevées à 40,1 milliards de \$, distribuées à part quasi égale entre l'extraction de pétrole conventionnelle et non-conventionnelle. Illustrant la présence exclusive des sables bitumineux en Alberta, la totalité des investissements en pétrole non-conventionnel a été réalisé dans cette province. En ce qui a trait aux dépenses d'investissement en pétrole conventionnel, 72 % ont été réalisés en Alberta, alors que la balance a été réalisée en Saskatchewan (27 %) et en Colombie Britannique (moins de 1 %).

Tel qu'illustré à la Figure 19, les installations, les machines et le matériel ainsi que les travaux de génie constituent les principales composantes des dépenses.

FIGURE 19 : PRINCIPALES COMPOSANTES DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

2012; en pourcentage



Sources : CERI, Statistique Canada, Analyse KPMG-SECOR

Il est important de souligner que les retombées économiques des dépenses d'investissement correspondent à l'impact ponctuel des dépenses effectuées en 2012. Les prévisions d'investissement du CERI prévoient toutefois que les dépenses d'investissement seront en croissance au cours des prochaines années et n'amorceront leur décroissance qu'à partir de 2020, dont le montant pour cette année-là est estimé à 48,6 milliards de \$.

4.2.1. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les retombées économiques directes des dépenses d'investissement totalisent 13,8 milliards de \$ en valeur ajoutée au Canada en 2012 (voir Figure 20), dont 43 millions de \$ pour le Québec (0,3 %) et 285 millions de \$ pour l'Ontario (2,1 %). La grande majorité de ces retombées directes ont bénéficié aux provinces productrices de pétrole et tout particulièrement à l'Alberta, où les retombées totalisent 11,9 milliards de \$ (86,3 %), dans une proportion quasi-égale pour l'extraction de pétrole conventionnel et de pétrole non-conventionnel. Les autres provinces productrices de pétrole ont également bénéficié de retombées, bien que dans une moindre mesure, soit 1,4 milliard de \$ en Saskatchewan (10,0 %) et 126 millions de \$ en Colombie-Britannique (0,9 %).

Les retombées directes des dépenses d'investissement ont permis de soutenir 147 296 emplois au Canada en 2012, dont près de 500 au Québec et 2 776 en Ontario chez divers fournisseurs, distributeurs d'équipements, etc.

4.2.2. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES INDIRECTES DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement ont permis de générer 13,6 milliards de \$ en valeur ajoutée indirecte au Canada en 2012, dont près des deux-tiers par le biais de l'extraction de pétrole non-conventionnel.

Puisqu'elles correspondent en quelque sorte aux impacts chez les fournisseurs des premiers mandataires du projet, les retombées indirectes se propagent davantage à l'ensemble des provinces canadiennes. En effet, plus de 2 milliards de \$, soit environ 15 % des retombées indirectes, ont été ressenties dans les provinces non-productrices. Le Québec bénéficie ainsi de retombées indirectes de 420 millions de \$ (3,1 %), et l'Ontario, de retombées de 1,4 milliards de \$ (10,6 %). Ces dépenses d'investissement ont permis de soutenir 135 523 emplois indirects au Canada en 2012, dont 4 649 au Québec et 15 607 en Ontario.

Enfin, les dépenses d'investissement ont permis de générer des entrées importantes dans les coffres des gouvernements. Pour le gouvernement fédéral, ces recettes se sont élevées à 2 833 millions de \$ en 2012, alors que pour les gouvernements provinciaux, elles se sont élevées à 1 615 millions de \$, dont 32 millions de \$ pour le gouvernement du Québec et 76 millions de \$ pour le gouvernement de l'Ontario.

FIGURE 20 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST EN 2012

En millions de \$ sauf pour l'emploi

	Provinces productrices de l'Ouest				Provinces non-productrices			Canada	
	CB	AB	SK	MB	ON	QC	Atlantique Territoires	Total	
En millions de \$									
Valeur ajoutée									
Industrie pétrolière de l'Ouest	688	21 336	2 845	202	1 725	463	104	14	27 378
<u>Direct</u>	126	11 879	1 370	39	285	43	16	0	13 757
Extraction conventionnelle	15	5 787	1 272	2	8	2	0	0	7 085
Extraction non-conventionnelle	111	6 092	98	37	277	41	15	0	6 672
<u>Indirect</u>	562	9 457	1 476	164	1 440	420	88	14	13 621
Extraction conventionnelle	297	6 058	1 319	98	783	221	50	8	8 835
Extraction non-conventionnelle	265	3 399	157	65	657	199	38	6	4 785
Emploi									
Industrie pétrolière de l'Ouest	8 037	215 273	32 081	2 533	18 383	5 148	1 245	119	282 819
<u>Direct</u>	1 509	127 069	14 691	521	2 776	499	227	3	147 296
Extraction conventionnelle	199	62 998	14 058	27	78	19	6	0	77 385
Extraction non-conventionnelle	1 310	64 071	633	493	2 698	481	222	3	69 911
<u>Indirect</u>	6 528	88 204	17 389	2 013	15 607	4 649	1 018	115	135 523
Extraction conventionnelle	3 489	57 065	16 126	1 217	8 470	2 438	573	67	89 446
Extraction non-conventionnelle	3 039	31 139	1 264	795	7 137	2 210	445	48	46 076
Revenus du gouvernement fédéral									
Industrie pétrolière de l'Ouest	51	2 357	238	13	139	26	7	1	2 833
<u>Impôts sur les salaires et traitements</u>	47	2 236	218	12	129	23	6	1	2 672
Extraction conventionnelle	21	1 254	205	6	58	11	3	1	1 558
Extraction non-conventionnelle	27	981	13	6	71	12	3	0	1 113
<u>Taxes de ventes, taxes et droits d'accise</u>	4	122	20	1	11	3	0	0	161
Extraction conventionnelle	2	66	20	1	5	1	0	0	95
Extraction non-conventionnelle	2	56	1	1	5	1	0	0	66
Revenus des gouvernements provinciaux									
Industrie pétrolière de l'Ouest	31	1 171	286	13	76	32	5	0	1 615
<u>Impôts sur les salaires et traitements</u>	17	1 096	137	10	51	28	4	0	1 343
Extraction conventionnelle	7	615	128	5	23	13	2	0	794
Extraction non-conventionnelle	10	482	8	5	28	14	2	0	549
<u>Taxes de ventes, taxes et droits d'accise</u>	14	74	150	4	25	5	1	0	272
Extraction conventionnelle	6	44	146	2	12	2	0	0	213
Extraction non-conventionnelle	7	30	4	2	13	2	0	0	59

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

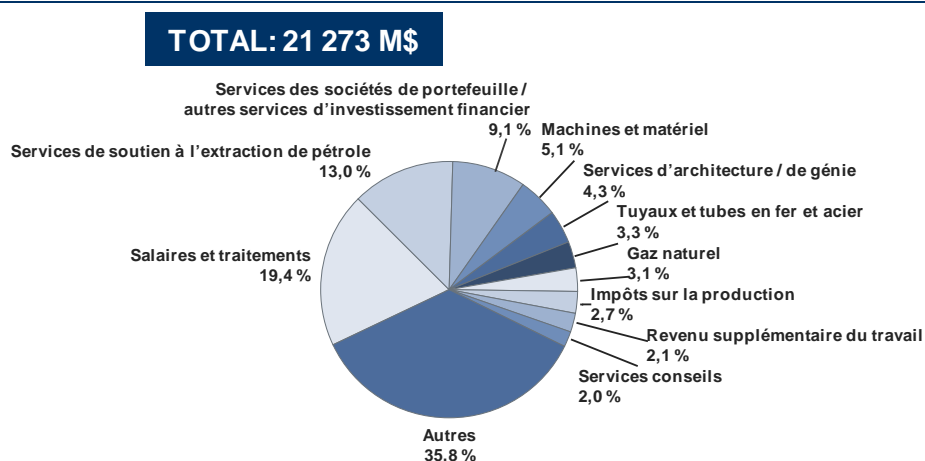
4.3. DÉPENSES D'OPÉRATION

Les dépenses d'opération correspondent aux coûts inhérents aux activités d'extraction du pétrole dans l'Ouest canadien. En 2012, ces dépenses se sont chiffrées à 21,3 milliards de \$. La majeure partie de ces dépenses a été réalisée en Alberta (93%), dans une proportion de 80 % pour l'extraction de pétrole non-conventionnelle et de 20 % pour l'extraction conventionnelle. La balance des dépenses d'opération ont été réalisées en Saskatchewan (5 %) et en Colombie-Britannique (1 %).

Ces dépenses se composent principalement de salaires et traitements (19,4 %), de services de soutien à l'extraction du pétrole et du gaz (13,0 %), de services des sociétés de portefeuille et autres services d'investissement financier (9,1 %), tel qu'illustré à la Figure 21.

Ces retombées des dépenses d'opération sont susceptibles d'être réalisées de façon répétée à chaque année à partir des activités d'extraction. Celles-ci dépendent toutefois des investissements réalisés par le passé et peuvent donc tout de même varier dans le temps. Les dépenses d'opération estimées par le CERI seront en croissance au cours des prochaines années, atteignant 30,5 milliards de \$ en 2020 et dépassant les 40 milliards de \$ en 2031.

FIGURE 21 : PRINCIPALES COMPOSANTES DES DÉPENSES D'OPÉRATION
2012; en pourcentage



Sources : CERI, Statistique Canada, Analyse KPMG-SECOR

4.3.1. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES DES DÉPENSES D'OPÉRATION

Les retombées économiques directes provenant des dépenses d'opération sont estimées à 5,2 milliards de \$ en 2012. Provenant des activités d'extraction de pétrole, les retombées directes se concentrent exclusivement dans les provinces productrices, dans une proportion de 93,5 % pour l'Alberta (près des trois-quarts provenant de l'extraction de pétrole non-conventionnel), 5,0 % pour la Saskatchewan et 1,5 % pour la

Colombie-Britannique. Les dépenses d'opération du secteur pétrolier de l'Ouest ont également permis de soutenir 25 846 emplois directs dans les provinces productrices de pétrole en 2012.

4.3.2. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES INDIRECTES DES DÉPENSES D'OPÉRATION

Les dépenses d'opération ont permis de générer 11,5 milliards de \$ en valeur ajoutée indirecte au Canada, dans une proportion de près des trois-quarts en provenance de l'extraction de pétrole non-conventionnel.

Similairement aux retombées indirectes des dépenses d'investissement discutées précédemment, les retombées économiques indirectes des dépenses d'opération bénéficient dans une proportion de plus de 20 % aux provinces non-productrices de pétrole. En 2012, le Québec récolte ainsi 476 millions de \$ (4,1 %) des retombées économiques indirectes découlant des dépenses d'opération et l'Ontario, 1,7 milliards de \$ (14,9 %). Les dépenses d'opération ont également permis de soutenir 108 955 emplois indirects en 2012, dont 5 257 au Québec et 18 164 en Ontario.

Ces dépenses ont généré des revenus de près de 2,0 milliards de \$ pour le gouvernement fédéral en 2012 et de près de 8,1 milliards de \$ dans les coffres des gouvernements provinciaux. Pour le gouvernement québécois, ces recettes totalisent 36 millions de \$ alors que pour l'Ontario, elles totalisent 75 millions de \$.

FIGURE 22 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES D'OPÉRATION DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST EN 2012

En millions de \$ sauf pour l'emploi

	Provinces productrices de l'Ouest				Provinces non-productrices				Canada
	CB	AB	SK	MB	ON	QC	Atlantique	Territoires	Total
Valeur ajoutée									
Industrie pétrolière de l'Ouest	763	12 697	807	138	1 715	476	89	17	16 701
<u>Direct</u>	77	4 828	259	0	0	0	0	0	5 163
Extraction conventionnelle	77	1 273	259	0	0	0	0	0	1 608
Extraction non-conventionnelle	0	3 555	0	0	0	0	0	0	3 555
<u>Indirect</u>	686	7 870	548	138	1 715	476	89	17	11 538
Extraction conventionnelle	195	1 646	362	41	398	115	22	4	2 783
Extraction non-conventionnelle	491	6 223	186	98	1 316	361	67	13	8 755
Emploi									
Industrie pétrolière de l'Ouest	7 792	93 464	7 204	1 669	18 164	5 257	1 104	147	134 802
<u>Direct</u>	691	23 284	1 872	0	0	0	0	0	25 846
Extraction conventionnelle	691	6 126	1 872	0	0	0	0	0	8 689
Extraction non-conventionnelle	0	17 158	0	0	0	0	0	0	17 158
<u>Indirect</u>	7 101	70 181	5 333	1 669	18 164	5 257	1 104	147	108 955
Extraction conventionnelle	2 131	14 229	3 827	490	4 261	1 274	280	31	26 523
Extraction non-conventionnelle	4 971	55 952	1 506	1 179	13 903	3 983	824	116	82 433
Revenus du gouvernement fédéral									
Industrie pétrolière de l'Ouest	57	1 649	78	10	146	31	6	1	1 978
<u>Impôts sur les salaires et traitements</u>	53	1 545	71	8	133	28	5	1	1 844
Extraction conventionnelle	24	377	61	2	31	7	1	0	504
Extraction non-conventionnelle	29	1 167	10	6	102	21	4	1	1 340
<u>Taxes de ventes, taxes et droits d'accise</u>	4	105	7	1	13	3	0	0	134
Extraction conventionnelle	2	19	6	0	3	1	0	0	31
Extraction non-conventionnelle	2	86	1	1	10	2	0	0	102
Revenus des gouvernements provinciaux									
Industrie pétrolière de l'Ouest	194	6 481	1 273	9	75	36	5	1	8 073
<u>Impôts sur les salaires et traitements</u>	19	721	44	7	52	32	4	0	880
Extraction conventionnelle	9	173	38	2	12	8	1	0	242
Extraction non-conventionnelle	10	549	6	5	40	25	3	0	638
<u>Taxes de ventes, taxes et droits d'accise</u>	16	63	29	2	23	3	1	0	137
Extraction conventionnelle	7	10	26	1	5	1	0	0	49
Extraction non-conventionnelle	9	53	3	2	18	3	1	0	88
<u>Redevances</u>	160	5 697	1 200	0	0	0	0	0	7 057
Extraction conventionnelle	160	1 426	1 200	0	0	0	0	0	2 785
Extraction non-conventionnelle	0	4 271	0	0	0	0	0	0	4 271

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

5. RETOMBÉES DYNAMIQUES

5.1. BALANCE COMMERCIALE CANADIENNE

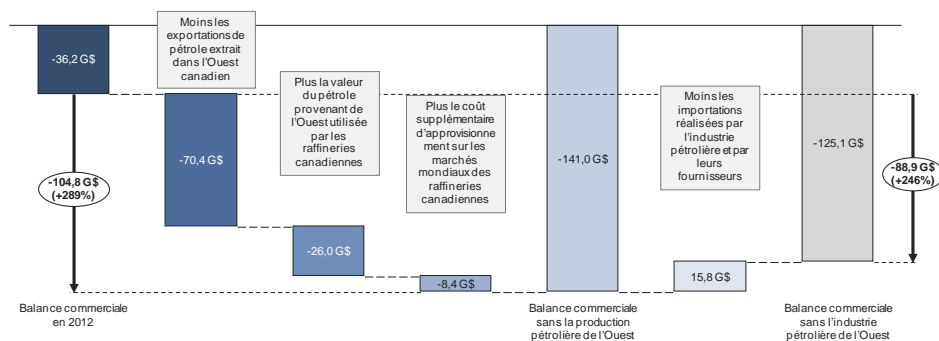
Le Canada échange de façon soutenue avec plusieurs pays; ses entreprises développent des marchés à l'étranger et plusieurs biens et services sont achetés de l'étranger pour sa propre consommation. Globalement, en 2012, les exportations canadiennes ont atteint 547 milliards de \$ et les importations 582 milliards de \$, représentant respectivement 30 % et 32 % du PIB¹³. En 2012, le Canada affichait ainsi un déficit commercial de 36 milliards de \$.

Le pétrole canadien représente une partie importante de ces échanges internationaux. D'une part, les raffineries canadiennes sont alimentées en partie par le pétrole de l'Ouest canadien, mais aussi par du pétrole importé, et ce à hauteur de 29,8 milliards de \$ en 2012 (soit 5 % des importations canadiennes¹⁴). D'autre part, le pétrole de l'Ouest est destiné exclusivement au marché américain à hauteur de 70,4 milliards de \$ en 2012, soit 14 % des exportations canadiennes.

En l'absence du pétrole de l'Ouest canadien, toutes choses étant égales par ailleurs, la balance commerciale du Canada serait donc fortement déficitaire. Premièrement, l'absence des exportations de pétrole vers les États-Unis accentuerait le solde négatif de la balance commerciale de 70,4 milliards de \$. Deuxièmement, les raffineries canadiennes qui sont alimentées par le pétrole extrait dans l'Ouest canadien devraient le remplacer par du pétrole importé, acheté sur les marchés mondiaux. La valeur du pétrole provenant de l'Ouest acheté par les raffineries canadiennes était de 26,0 milliards de \$ en 2012. Hors, le prix du pétrole de l'Ouest canadien s'est établi à environ 85,04 \$/baril en 2012 alors que le prix des importations canadienne de pétrole brut s'est établi à environ 112,51 \$/baril. En l'absence du pétrole de l'Ouest canadien, les raffineries canadiennes auraient donc eu à payer 8,4 milliards de \$ supplémentaires pour s'approvisionner sur les marchés mondiaux, soit un total de 34,4 milliards de \$ en importations.

FIGURE 23 : IMPACT SUR LA BALANCE COMMERCIALE CANADIENNE DE L'ABSENCE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

2012, en milliards de \$



Sources : Statistique Canada, Industrie Canada, analyse KPMG-SECOR

¹³ (Statistique Canada, 2013)

¹⁴ (Industrie Canada, 2013)

Globalement, sans le pétrole de l'Ouest canadien, le solde négatif de la balance commerciale serait donc de 104,8 milliards de \$ supplémentaire, une augmentation de 289 %. Le pétrole de l'Ouest canadien permet donc de réduire le solde négatif de la balance commerciale canadienne, et ce malgré les importations qui servent à l'achat d'équipements spécialisés ou autres biens et services nécessaires à l'industrie pétrolière et ses fournisseurs. Même si le Canada évitait les importations générées par l'industrie pétrolière de l'Ouest en ne produisant aucun pétrole, le déficit commercial aurait tout de même été 88,9 milliards de \$ de plus que ce qu'il était en 2012¹⁵.

5.2. ALIMENTATION DU CARNET DE COMMANDES DES FOURNISSEURS

L'importance de l'industrie pétrolière de l'Ouest pour l'économie canadienne passe aussi par les achats importants qu'elle effectue auprès de fournisseurs canadiens, créant ainsi de la valeur et soutenant des emplois spécialisés. Le carnet de commandes estimé auprès de fournisseurs canadien en 2012 était d'environ 55,3 milliards de \$¹⁶. Sans équivoque, les entreprises des provinces productrices bénéficient davantage des achats effectués par les entreprises de l'industrie pétrolière en raison de leur proximité géographique et du développement d'entreprises en fonction des besoins locaux.

Néanmoins, outre les provinces productrices de l'Ouest, environ 1,2 milliard de \$ ont alimenté les carnets de commandes des fournisseurs dans le reste du Canada. L'Ontario, le Manitoba et le Québec sont les trois provinces du reste du Canada bénéficiant le plus de ces achats avec respectivement 520 millions de \$, 96 millions de \$ et 76 millions de \$ pour la seule année 2012.

FIGURE 24 : FOURNISSEURS QUÉBÉCOIS RECENSÉS PAR LES PRODUCTEURS DE SABLE BITUMINEUX PAR TYPE DE BIENS ET SERVICES
Fournisseurs des membres de la CAPP

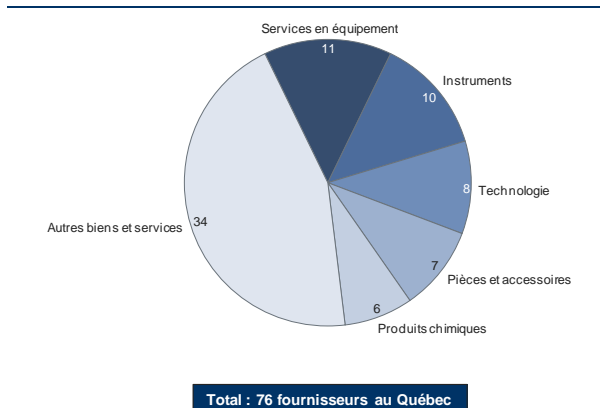
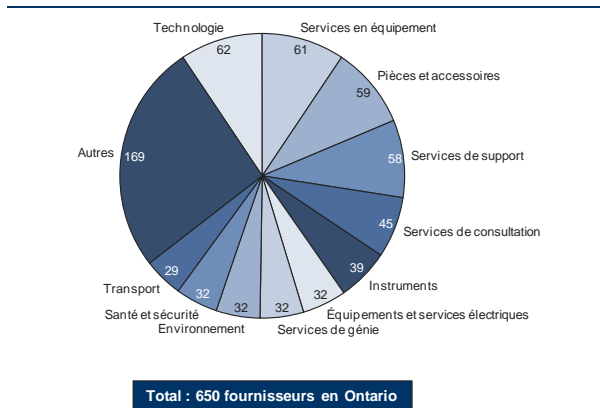


FIGURE 25 : FOURNISSEURS ONTARIENS RECENSÉS PAR LES PRODUCTEURS DE SABLE BITUMINEUX PAR TYPE DE BIENS ET SERVICES
Fournisseurs des membres de la CAPP



Sources : (Canadian Petroleum Producers Association), analyse KPMG-SECOR

¹⁵ Cette analyse n'inclut pas l'impact des exportations canadiennes de pétrole sur le cours du dollar canadien. Si la littérature est plutôt unanime sur l'impact à la hausse des exportations pétrolières sur la valeur du dollar, l'effet sur les exportations manufacturières et un « mal hollandais » ne font pas consensus. L'impact sur la balance commerciale est donc évalué *ceteris paribus*.

¹⁶ Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

En 2012, les membres producteurs de sables bitumineux de la CAPP ont recensé leurs fournisseurs à l'extérieur de l'Alberta. C'est en Ontario et en Colombie-Britannique que le nombre de fournisseurs est le plus élevé avec respectivement 650 et 373 fournisseurs. En Ontario, les fournisseurs recensés sont actifs dans tout un éventail de secteurs, dont les principaux sont : la technologie (62 fournisseurs), les services en équipement (61 fournisseurs), les pièces et accessoires (59 fournisseurs), les services de support (58 fournisseurs) et les services de consultation (45 fournisseurs). En termes de valeur ajoutée totale, à la fois pour l'extraction pétrolière conventionnelle et l'extraction pétrolière non-conventionnelle, c'est 3,4 milliards de dollars qui ont été générés en retombées économiques pour l'Ontario en 2012. Le secteur de la finance et assurances a bénéficié de ces retombées à hauteur de 29,2%, alors que les secteurs de la fabrication et du commerce de gros ont chacun bénéficié d'environ 15% des retombées.

Le Québec se classe néanmoins au troisième rang, avec 76 fournisseurs ayant bénéficié d'importants contrats pour approvisionner l'industrie. Parmi les fournisseurs québécois, plusieurs secteurs à valeur ajoutée étaient alimentés. Par exemple, 11 fournisseurs en services en équipement, 10 fournisseurs d'instruments de mesure, 8 fournisseurs technologiques, 7 fournisseurs en pièces et accessoires spécialisés et 6 fournisseurs en produits chimiques bénéficiaient des achats de l'industrie pétrolière. En incluant les achats du secteur de l'extraction pétrolière conventionnel, davantage d'entreprises québécoises ont pu bénéficier de l'industrie pétrolière. Au total en 2012, c'est donc 939 millions de \$ en valeur ajoutée au Québec, dont 30,1 % en finances et assurances, 22,0 % dans le secteur de la fabrication et 10,6 % dans les services professionnels, scientifiques et techniques, qui a été générée par les achats d'investissements et d'opération de l'industrie pétrolière canadien.

FIGURE 26 : RÉPARTITION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉES PAR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUËST CANADIEN AU QUÉBEC PAR SECTEUR

2012; en pourcentage (%)

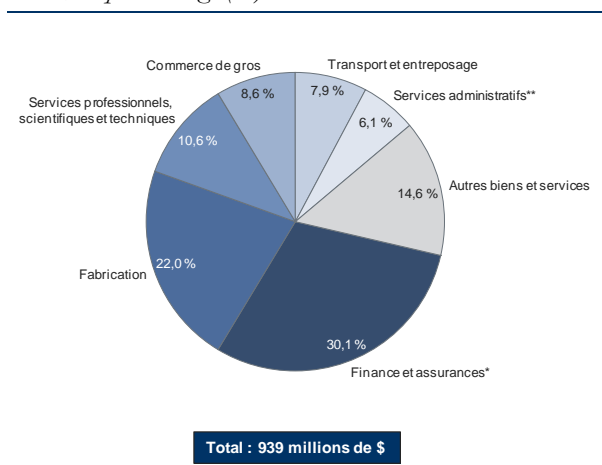
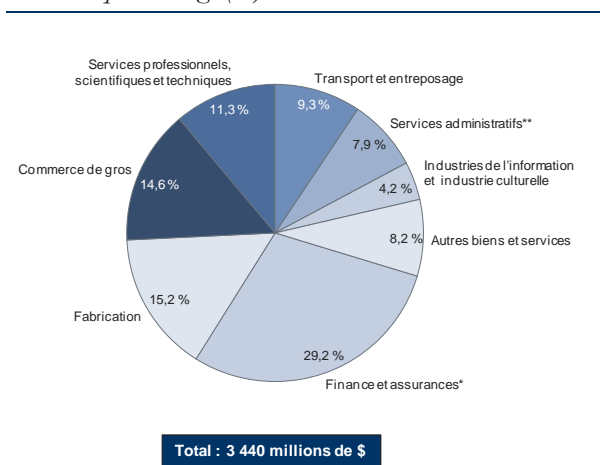


FIGURE 27 : RÉPARTITION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉES PAR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUËST CANADIEN EN ONTARIO PAR SECTEUR

2012; en pourcentage (%)



* Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et sociétés de portefeuille

** Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

5.2.1. QUELQUES EXEMPLES D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES ET ONTARIENNES

L'ampleur du carnet de commandes illustre bien l'importance que l'industrie pétrolière a eue pour les entreprises canadiennes en 2012. Les dépenses d'investissement comme d'opération de l'industrie pétrolière sont soutenues et en croissance depuis plus de 10 ans comme a pu en témoigner le portrait de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien. Entre 2002 et 2011, c'est près de 550 milliards de \$ de dépenses qui ont été réalisés par l'industrie pétrolière et gazière. L'importance croissante de ces dépenses a donc pu faire le succès de certaines entreprises des provinces productrices, mais aussi d'autres provinces comme le Québec et l'Ontario.

Afin d'illustrer concrètement l'impact du développement pétrolier de l'Ouest canadien sur les sociétés québécoise et ontarienne, nous avons rencontré quelques entreprises actives dans le secteur, dont les fiches sommaires sont présentées aux pages suivantes. Malgré la nécessité d'investir temps et énergie dans l'établissement de relations d'affaires durables dans l'Ouest et ainsi percer le marché, les entreprises rencontrées ont témoigné du potentiel de ce marché, en raison de sa taille mais également de sa forte croissance.

Ces entreprises ont su tirer profit de leurs activités dans l'Ouest en utilisant leur expérience comme effet de levier dans le développement de leur entreprise. Que ce soit pour pénétrer les marchés internationaux, attirer des investisseurs, diversifier leurs activités dans d'autres secteurs, ou tout simplement soutenir une croissance rapide, le secteur pétrolier s'est avéré être un tremplin pour la mise en valeur de l'expertise détenue par ces entreprises.



Opsens développe et fabrique des capteurs à fibre optique pour mesurer la pression et la température

Chiffre d'affaires : 8,5M\$ en 2012, dont 75 % provient de l'industrie pétrolière

Nbre d'employés : 55 employés

Siège Social : Québec (QC)

Autres bureaux : Edmonton et Calgary (AB)

RAISON D'ÊTRE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Les capteurs à fibre optique permettent de fournir une mesure continue de la pression et de la température à haute température dans les installations in-situ, afin d'optimiser la production et réduire les coûts.

L'ENTREPRISE ET L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

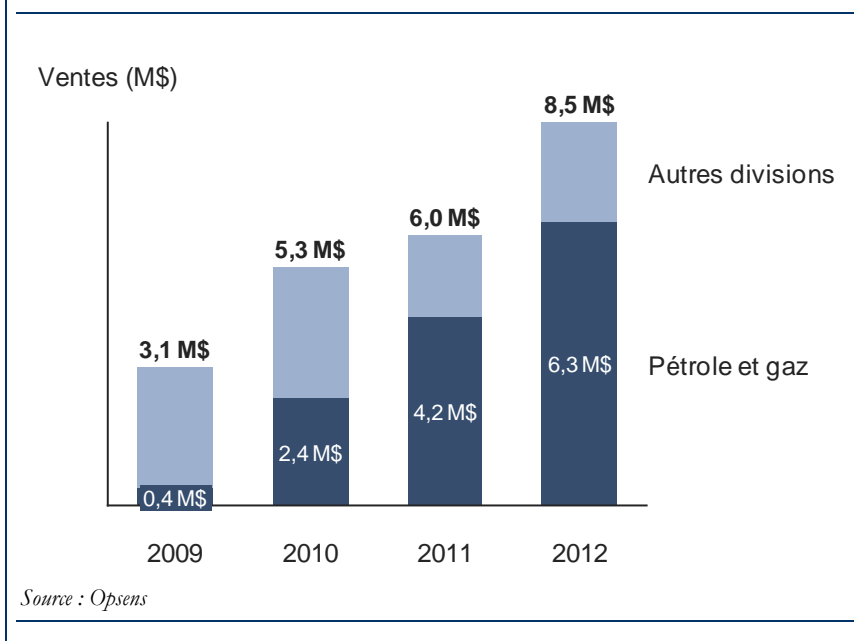
Les premières années suivant la création d'Opsens en 2004 ont été consacrées à la recherche et le développement des capteurs à fibre optique, une technologie supérieure aujourd'hui commercialisée dans les deux secteurs porteurs de l'entreprise : le secteur médical et le secteur du pétrole et gaz.


Afin de percer le marché pétrolier de l'Ouest canadien, des efforts ont été déployés par Opsens en Alberta pour démontrer la valeur ajoutée de son produit. La capacité d'Opsens à effectuer l'installation de son produit est sans aucun doute au nombre des facteurs ayant facilité ses démarches. L'entreprise y est parvenue en se portant acquéreuse d'une entreprise de services située à Edmonton fin 2007, offrant ainsi une solution intégrée à ses clients, incluant le développement, la fabrication et l'installation. D'un chiffre d'affaires sous la barre du million de \$ en

2009, Opsens génère aujourd'hui des revenus d'environ 8,5 millions de \$, dont 75 % proviennent du secteur pétrolier.

Au-delà de la croissance rapide du chiffre d'affaires, les activités d'Opsens dans les sables bitumineux ont également eu deux conséquences importantes. Premièrement, elles ont permis de susciter l'intérêt des investisseurs, et par le fait même, de générer des liquidités pour l'entreprise. Ces liquidités ont été réinvesties au siège social québécois dans la recherche et développement ainsi que dans les installations et les infrastructures. Ensuite, depuis janvier 2013, ces activités sont également devenues une carte de visite pour la commercialisation des produits à l'international. Bien que demeurant marginaux pour le moment, les marchés internationaux représentent un vecteur de croissance intéressant pour Opsens dans les prochaines années.

FIGURE 28 : CROISSANCE DES REVENUS D'OPSENS
2009-2012; en millions de \$



 <p>West Penetone est une entreprise de fabrication de produits chimiques spécialisés, principalement des produits nettoyants</p>	Chiffre d'affaires : 18-20 M\$, dont près de 50 % provient de l'industrie pétrolière
	Nbre d'employés : 50 employés
	Siège social : Montréal (QC) ¹⁷
	Autres bureaux : Edmonton (AB)

RAISON D'ÊTRE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

West Penetone offre des produits spécialisés tel que le dégraissage de bitume, le traitement et la neutralisation de sulfure d'hydrogène ainsi que le nettoyage de réservoirs et de camions lourds.

L'ENTREPRISE ET L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

Les liens étroits de West Penetone avec l'industrie pétrolière ont principalement débuté avec l'acquisition en 2006 d'une usine de fabrication chimique basée à Edmonton. À l'époque, leurs activités avec l'industrie pétrolière généraient un peu moins de 2 millions de \$ et ils y développaient quelques produits spécialisés seulement. L'acquisition leur a alors permis une force de vente et une présence accrue sur le marché pétrolier de l'Ouest; ils y ont trouvé des opportunités, notamment dans le domaine des produits nettoyant. West Penetone a ainsi développé un nettoyant pour réservoirs et camions lourds qui alimente le succès de leur entreprise.

Aujourd'hui, le chiffre d'affaires de West Penetone provenant de l'industrie pétrolière a quadruplé par rapport à leurs activités en 2006. Bien que le marché pétrolier se situe dans l'Ouest canadien, la majorité de la fabrication de leurs produits s'effectue au Québec et permet d'y soutenir 35 employés, dont 15 à l'usine. Leur expertise accrue et la présence d'usines dans deux provinces leur permet aujourd'hui une perspective canadienne pour développer leurs activités, autant pétrolière que dans d'autres secteurs.

Autrement, les nettoyants de West Penetone sont en voie de s'exporter grâce à leurs activités avec certains partenaires pétroliers; le succès d'une entreprise de fabrication de machinerie de nettoyage pétrolier s'exporte en Europe et ailleurs dans le monde et nécessite un produit chimique développé par West Penetone. Depuis moins de deux ans, ces exportations ont généré un peu moins de 1 millions de \$, mais l'entreprise anticipe une croissance de leurs activités à l'international grâce à ce produit. De façon générale, l'entreprise anticipe une forte croissance de leurs revenus et de leurs profits grâce à l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien. Elle envisage d'autres opportunités prometteuses ailleurs dans la chaîne de valeur grâce à l'expertise développée au cours des dernières années.

¹⁷ West Penetone fait partie d'un consortium comprenant Penetone Corporation dont le bureau chef est au New Jersey (US) et de Petron Corporation au Wisconsin (US)



GCM Consultants est une firme de génie-conseil et d'ingénierie spécialisée dans l'implantation de technologies de pointe dans les secteurs industriels

Chiffre d'affaires : 38 M\$, DONT 40 % PROVIENT DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST

Nbre d'employés : 330 EMPLOYÉS

Siège social : Montréal (QC)

Autres bureaux : LÉVIS, BOUCHERVILLE ET VAL D'OR (QC); LLOYDMINSTER, FORT MACKAY ET CALGARY (AB); RÉGINA (SK) ET TRAIL (CB)

RAISON D'ÊTRE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

GCM Consultants offre des services d'ingénierie nécessaires à la réalisation et au bon fonctionnement de projets pétroliers (procédé, mécanique, instrumentation, électricité, travaux civils et structures, construction, etc.) et une expertise spécialisée permettant la mise en valeur de ces projets (évaluation de l'intégrité des équipements stationnaires, gestion de la sécurité opérationnelle, infrastructure, développement durable, etc.)

L'ENTREPRISE ET L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

Fondée en 1994, la firme GCM Consultants œuvre depuis ses débuts au sein de l'industrie pétrolière. L'entreprise a tout d'abord été active dans l'industrie pétrochimique québécoise dont l'importance s'est toutefois amenuisée au cours des dernières années. GCM Consultants a alors saisi l'opportunité de profiter de son expertise pétrochimique pour l'exporter dans l'Ouest canadien, là où les projets étaient plus nombreux. L'entreprise a beaucoup investi afin d'y développer sa présence et d'y laisser sa marque en tant que firme de génie-conseil de qualité. Bien que la gestion de la relation client en soit une de proximité et s'effectue à partir de ses bureaux de l'Ouest, la totalité des travaux d'ingénierie est réalisée au Québec. La disponibilité et la stabilité de la main-d'œuvre québécoise, la qualité des professionnels de même que leur expérience permettent à GCM Consultants d'offrir des services compétitifs de qualité.

En forte croissance organique, le chiffre d'affaires de GCM Consultants est aujourd'hui d'environ 38 millions de \$, dont 40 % est généré par l'industrie pétrolière de l'Ouest. Au fil du temps, la firme a su établir des relations d'affaires durables avec plus d'une dizaine de clients de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien. Ces dernières années, l'entreprise a procédé à une soixantaine d'embauches annuellement et elle a réinvesti entre 2 à 4 % de ses revenus dans la modernisation des opérations de l'entreprise au Québec, incluant la formation de ses ressources. En pleine expansion, l'entreprise a également acquis un terrain dans le secteur de Varennes récemment, afin d'y ouvrir de nouveaux bureaux.

Même si le secteur pétrolier de l'Ouest canadien demeure prépondérant dans la stratégie de l'entreprise à moyen et long terme, l'expertise développée par GCM Consultants lui a aussi valu quelques contrats à l'international. GCM Consultants a aussi entrepris de diversifier ses activités au cours des dernières années en transférant son expertise à d'autres domaines, notamment dans les secteurs manufacturier, pharmaceutique et des mines et métaux, ce qui lui offre davantage d'opportunités d'affaires à saisir.



Aberfoyle Metal Treathers Ltd. est une entreprise de traitement thermique de pièces de métaux de toute taille destinées aux industries lourdes, qui offre également un service de finition

Chiffre d'affaires : 5 M\$, DONT 20 À 30 %
PROVIENT DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Nbre d'employés : 28 EMPLOYÉS

Siège social : PUSLINCH (ON)

RAISON D'ÊTRE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Les installations d'Aberfoyle Metal Treathers lui permettent de traiter des pièces de métaux de taille moyenne à très grande destinée à l'industrie pétrolière, notamment pour les réservoirs, les réservoirs sous pression, les moteurs, les pompes, etc.

L'ENTREPRISE ET L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

Depuis sa création en 1989, Aberfoyle Metal Treathers offre ses services de traitement thermique des pièces de métaux aux fonderies et aciéries de même qu'aux industries pétrolière, nucléaire, hydro-électrique, de la construction et de la machinerie lourde. Afin de tirer profit des nombreuses occasions d'affaire qu'offre l'industrie pétrolière de l'Ouest, Aberfoyle Metal Treathers participe depuis de nombreuses années au National Buyer-Seller Forum en Alberta. Selon le président, M. Harry Hall, le National Buyer-Seller Forum en Alberta est une occasion pour les compagnies de l'Ontario réunies de promouvoir la capacité du tissu industriel ontarien à supporter l'industrie pétrolière de l'Ouest dans son développement.

Ce forum, qui offre une vitrine aux acteurs de la chaîne de valeur de l'industrie des sables bitumeux albertains, génère de nombreuses occasions de réseautage, à la fois avec les entreprises pétrolières et avec les premiers fournisseurs ontariens de l'industrie. En effet, bien qu'Aberfoyle Metal Treathers obtienne à l'occasion des contrats en tant que premier fournisseur pour son expertise de niche, son carnet de commandes est principalement alimenté par les contrats de sous-traitance d'autres entreprises ontariennes, elles aussi actives dans l'industrie pétrolière de l'Ouest. Bon an mal an, l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien génère ainsi de 20 à 30% du chiffre d'affaires de l'entreprise. La forte demande de l'industrie génère également des opportunités intéressantes à d'autres égards. À titre d'exemple, l'entreprise a investi dans la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 40 000 gallons dans le cadre d'un de ses projets pour l'industrie pétrolière, afin d'y tremper les pièces de très grandes tailles suite au traitement thermique. Selon Aberfoyle Metal Treathers, ce réservoir serait l'un des plus grands au pays et profite aujourd'hui à l'entreprise dans le cadre d'autres contrats.

Dans les prochaines années, le développement pétrolier de l'Ouest canadien demeure un marché au potentiel fort intéressant pour Aberfoyle Metal Treathers. Ceci étant dit, M. Hall est persuadé que l'expertise détenue par l'entreprise pourrait également servir à d'autres étapes de la chaîne de valeur de l'industrie, notamment dans les activités de transport des produits pétroliers.



Maxxam Analytics est une entreprise de service d'analyse en laboratoire

Chiffre d'affaires : Quelques centaines de millions de \$

Nbre d'employés : 2500 employés

Siège social : Mississauga (ON)

Autres bureaux : Une trentaine à travers le Canada

RAISON D'ÊTRE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Maxxam Analytics offre des services d'analyse spécialisés tel que l'analyse d'échantillon de forage et d'extraction, des laboratoires mobiles, l'approvisionnement en équipements de laboratoire et plusieurs autres services spécifiques à l'industrie pétrolière.

L'ENTREPRISE ET L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST CANADIEN

Maxxam Analytics est une entreprise fondée en Ontario qui, depuis ses tous débuts dans les années 1970, fait affaire avec l'industrie pétrolière. La croissance de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien et les liens étroits que l'entreprise entretient avec cette industrie lui ont permis de croître et de devenir un leader dans son industrie. Aujourd'hui, Maxxam Analytics compte une trentaine de points de service à travers le Canada, ce qui en fait un des plus grands réseaux de laboratoires d'analyses au pays. Uniquement dans l'industrie pétrolière et gazière, Maxxam Analytics compte plus de 500 clients totalisant environ 50 % de son chiffre d'affaires, dont 25 % provient de services destinés exclusivement à l'industrie pétrolière et gazière. L'entreprise emploie également près de 2 500 employés à travers le pays, dont plus du tiers sont situés en Alberta afin de répondre à la forte demande de l'industrie pétrolière.

Pour Maxxam Analytics, l'industrie pétrolière représente un vecteur de développement important puisque la croissance de l'entreprise a été de près de 10 % annuellement depuis 2005, alimentée notamment par l'acquisition chaque année de une à deux entreprises. L'entreprise investit également de 5 à 10 M\$ annuellement afin d'agrandir et de moderniser ses installations. Par ailleurs, bien que Maxxam Analytics prévoie maintenir une croissance soutenue grâce au développement de l'industrie pétrolière dans le futur, elle est aujourd'hui en mesure de faire face aux variations de marché puisqu'elle a diversifié son éventail d'activités, notamment dans les secteurs pharmaceutique, environnemental et alimentaire.

6. CONCLUSION

La croissance de la population mondiale et de la richesse globale implique des besoins énergétiques croissants. Or, ces besoins énergétiques se traduisent inévitablement en besoins accrus en produits pétroliers; en 2010, 41 % de la consommation énergétique mondiale dépendait du pétrole. Pour combler ces besoins croissants, la production pétrolière a évolué dans de nombreux pays, notamment en Russie et au Moyen-Orient. Le Canada aussi a augmenté sa production; entre 2002 et 2011, il a augmenté sa production de 255 millions de barils pour atteindre une production annuelle de 1,1 milliard de barils. Il est donc devenu un joueur d'importance puisqu'il représentait 4,4 % de la production mondiale alors qu'il ne représentait que 2,5 % de la consommation mondiale.

L'une des raisons qui fait du Canada un joueur d'importance est la quantité des réserves pétrolières connues. En 2012 et avec les sables bitumineux d'Alberta, le Canada représentait le troisième pays ayant les réserves mondiales les plus importantes. Avec 173 milliards de barils de pétrole, le Canada représente plus de 10 % des réserves mondiales. La découverte de nombreux gisements de pétrole est le résultat des importants efforts d'exploration et des capitaux qui y ont été investis. Entre 2002 et 2011, c'est près de 550 milliards de \$ qui ont été dépensés en exploration, en investissements et dépenses d'opération pour l'extraction pétrolière et gazière de l'Ouest canadien. Ces efforts ne sont cependant pas terminés et de nombreux projets d'investissements et d'exploration sont actuellement à l'œuvre dans l'Ouest canadien. Selon les estimations du CERI, les dépenses de l'industrie pétrolière en 2012 seulement ont atteint 61 milliards de \$ et devraient augmenter de 20 % d'ici 2020 pour atteindre plus de 73 milliards de \$.

Les dépenses réalisées ont des répercussions importantes en création de richesse et en emploi parmi les provinces productrices, comme en témoigne l'Alberta dont l'industrie pétrolière et gazière représentait 23,5 % du PIB en 2011. Néanmoins, ces activités ont des répercussions au-delà des provinces productrices de pétrole. L'objectif de cette étude était d'établir les retombées économiques que génère l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien pour les autres provinces canadiennes avec une attention particulière pour les provinces du Québec et de l'Ontario. Pour illustrer ces impacts, les dépenses estimées par le CERI pour 2012 ont été utilisées et les retombées économiques ont été évaluées à partir du modèle intersectoriel de Statistique Canada.

Les résultats parlent d'eux-mêmes; les retombées sont très concentrées parmi les provinces productrices, mais les autres provinces bénéficient également indirectement de la création de richesse et d'emplois de l'industrie. Pour 2012, la création de richesse au Canada a été de 44,1 milliards de \$ dont 39,2 milliards de \$ parmi les provinces productrices, mais le Québec bénéficiait tout de même de 939 millions de \$ et l'Ontario de 3,4 milliards de \$. Les activités pétrolières de l'Ouest ont aussi permis de soutenir 282 000 emplois directs et indirects à travers le Canada, dont 255 000 dans les provinces productrices, 5 000 au Québec, 18 000 en Ontario et 4 000 parmi les autres provinces.

Au-delà de la valeur ajoutée générée et les emplois soutenus par l'industrie pétrolière, celle-ci a d'autres impacts d'importance pour l'économie canadienne et celles de ces provinces.

Premièrement, le commerce du pétrole a une importance considérable dans la balance commerciale du Canada, balance qui atteignait un déficit de 36 milliards de \$ en 2012; le pétrole importé représentait 5 % des importations totales canadiennes et celui exporté représentait 14 % des exportations totales canadiennes. Le déficit de la balance commerciale du Canada sans la production des provinces de l'Ouest canadien serait de 100 milliards \$ plus élevé dû à la chute des exportations, des besoins d'importation pour l'approvisionnement des raffineries canadiennes et du coût supplémentaire d'approvisionnement sur les marchés mondiaux des raffineries canadiennes.

Autrement, l'industrie pétrolière est un moteur de croissance important pour des entreprises d'à travers le Canada. Avec ses dépenses importantes, elle alimente le carnet de commandes de nombreuses entreprises outre celles des provinces productrices. En 2012, on estime que 76 millions de \$ ont été dépensés parmi des fournisseurs québécois et 520 millions de \$ parmi des fournisseurs ontariens. Avec un total de près de 550 milliards de \$ dépensés par l'industrie pétrolière et gazière de l'Ouest canadien entre 2002 et 2011, cela signifie que des entreprises québécoises et ontariennes ont pu se développer grâce à ces dépenses. Plusieurs succès d'entreprises québécoises et ontariennes ayant percé le marché pétrolier de l'Ouest canadien illustrent la création de richesse générée pour leur province respective.

L'ampleur des retombées économiques générées par l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien est considérable. Certaines provinces, tel que le Québec et l'Ontario, commencent à capturer une partie de ces retombées. Le développement de l'activité pétrolière futur représente donc une opportunité intéressante pour des entreprises québécoises et ontariennes de bénéficier davantage de ces retombées et créer davantage de richesse.

7. BIBLIOGRAPHIE

- Alberta Energy.** Facts and Statistics. *Alberta Energy*. [En ligne] <http://www.energy.alberta.ca/OilSands/791.asp>.
- Baker Hughes.** International Rig Count. *Baker-Hughes*. [En ligne] <http://phx.corporate-ir.net/phoenix.zhtml?c=79687&p=irol-rigcountsintl>.
- Banque Mondiale.** GDP, PPP (constant 2005 international \$). *Banque Mondiale*. [En ligne] <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.PP.KD>.
- Barclays Capital.** 2013. Special Focus: 2013 forecast - E&P spending. *World Oil*. [En ligne] février 2013. http://www.worldoil.com/February-2013_EP_spending_to_set_a_new_record_at_644_billion.html.
- Baytex.** Benchmark Heavy Oil Prices. *Baytex*. [En ligne] <http://www.baytex.ab.ca/operations/marketing/benchmark-heavy-oil-prices.cfm>.
- British Petroleum.** Statistical Review 1951-2011. *British Petroleum*. [En ligne] <http://www.bp.com/en/global/corporate/about-bp/statistical-review-of-world-energy-2013/statistical-review-1951-2011.html>.
- Canadian Association of Petroleum Products.** Statistical Handbook. *CAPP*. [En ligne] <http://www.capp.ca/library/statistics/handbook/Pages/default.aspx>.
- Canadian Energy Research Institute.** 2013. *Conventional Oil Costing System*. août 2013.
— 2011. *Economic Impacts of Drilling, Completing and Operating Conventional Oil Wells in Western Canada (2010-2035)*. Calgary : s.n., 2011.
— 2011. *Economic Impacts of New Oil Sands Projects in Alberta (2010-2035)*. Calgary : s.n., 2011.
— 2012. *Foreign Investment in the Oil Sand and British Columbia Shale Gas*. March 2012.
— 2013. *Oil Sands Supply Costs and Development Projects (2012-2046)*. Septembre 2013.
- Canadian Petroleum Producers Association.** 2013. *Introduction to Canadian Suppliers List*. 10 janvier 2013.
- Equity Research.** 2012. Global E&P Capital Spending Update. *Barclays*. [En ligne] 18 mai 2012. http://oilandgas360.com/analytics/BARCLAYS_EP_SPENDING_UP_103011174.pdf.
- Industrie Canada.** 2013. Donnée sur le commerce en direct. [En ligne] 19 juin 2013.
- International Energy Agency.** 2012. Key World Energy Statistics. *International Energy Agency*. [En ligne] 2012. <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/kwes.pdf>.
- Le Conference Board du Canada.** 2012. *Fuel for Thought: The Economic Benefits of Oil Sands Investment for Canada's Regions*. Ottawa : s.n., 2012.
- Statistique Canada.** Tableau 126-0001 : Approvisionnement et utilisation du pétrole brut et équivalent. *CANSIM*. [En ligne] 01 juin 2012. <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a47>.
— Tableau 153-0013 : Réserves établies de pétrole brut. *CANSIM*. [En ligne] 06 septembre 2012. <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&cid=1530013&tabMode=dataTable&srchLan=-1&p1=-1&p2=9>.
— Tableau 376-0052 Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région. [En ligne] [Citation : 31 juillet 2013.] <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&cid=3760052&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=50&tabMode=dataTable&csid=>
— Tableau 380-0064 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses. [En ligne] 2013 août 2013. <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a46?lang=fra&childId=3800064&CORId=3764&viewId=3>.

United States Department of Agriculture. 'Real Historical Gross Domestic Product (GDP) and Growth Rates of GDP for Baseline Countries/Regions (in billions of 2005 dollars) 1969-2012. *Economic Research Service*. [En ligne] <http://ers.usda.gov/data-products/international-macroeconomic-data-set.aspx#.UfgBDtIz3g8>.

ANNEXES

ANNEXE – REVUE DE LITTÉRATURE

Trois principales études s'intéressant aux impacts économiques régionaux de l'activité pétrolière dans l'Ouest canadien ont été recensées dans les dernières années, dont deux publiées par le Canadian Energy Research Institute (CERI).

En mai 2011, une première étude s'attardant spécifiquement aux retombées économiques dans les sables bitumineux a été publiée par le CERI. Intitulée « *Economic Impacts of New Oil Sands Projects in Alberta (2010-2035)* », l'étude analyse les impacts économiques directs, indirects et induits des dépenses d'opération et d'investissements (incluant les excédents d'exploitation) des nouveaux projets pétroliers provenant des sables bitumineux en Alberta projetés sur un horizon de 25 ans, soit de 2010 à 2035. Les impacts ont été évalués à partir du modèle d'entrées-sorties du CERI, basé sur celui de Statistique Canada mais qui permet d'estimer les impacts économiques aux États-Unis.

Selon les estimations du CERI, les dépenses d'investissement et d'opération projetées entre 2010 et 2035 totalisent 2 077 milliards de \$; 253 milliards de \$ en dépenses d'investissement et 1 824 milliards de \$ en dépenses d'opération, d'entretien et d'immobilisation de soutien. Les retombées économiques totales découlant de ces dépenses sont estimées à 2 106 milliards de \$ pour le Canada et 521 milliards de \$ pour les États-Unis. Ces dépenses permettraient de soutenir annuellement 75 000 emplois en 2010 et 905 000 emplois à l'horizon 2035, incluant les nouveaux emplois et les emplois conservés, à temps plein ou temps partiel. Le CERI estime que 94 % des retombées en sol canadien seraient concentrées en Alberta (1 990 milliards de \$), alors que l'Ontario en récolterait 3 % (63 milliards de \$), la Colombie-Britannique, 1 % (28 milliards de \$) et le Québec, 1 % (14 milliards de \$).

Le gouvernement canadien devrait récolter des revenus fiscaux d'environ 311 milliards de \$ sur la période 2010-2035, alors que le gouvernement de l'Alberta devrait récolter 455 milliards de \$, incluant impôts, taxes et redevances.

Toujours en 2011, le CERI a également publié « *Economic Impacts of Drilling, Completing and Operating Conventional Oil Wells in Western Canada (2010-2035)* », s'attardant cette fois-ci aux dépenses d'opération et d'investissements (incluant les excédents d'exploitation) des projets pétroliers dit "conventionnels", actuels comme futurs. Selon le CERI, ces dépenses totaliseraient 1 059 milliards de \$ sur la période 2010-2035. Les retombées économiques en termes de valeur ajoutée sont estimées à 1 056 milliards de \$ sur la période (incluant les retombées directes, indirectes et induites), dont 53 % seraient engendrées en Alberta, 40 % en Saskatchewan, 3,0 % en Ontario, 2,5 % en Colombie-Britannique et moins de 1 % au Québec. Le nombre d'emplois soutenus atteindrait 152 000 en 2010 et augmenterait jusqu'à un sommet de 227 000 en 2035.

Intitulée « *Fuel for Thought: The Economic Benefits of Oil Sands Investment for Canada's Regions* », la troisième et dernière étude recensée a été publiée par le Conference Board du Canada en octobre 2012. Contrairement à l'étude du CERI, l'étude du Conference Board s'attarde exclusivement sur les bénéfices économiques des dépenses d'investissement dans les sables bitumineux albertains, incluant à la fois les projets existants et nouveaux.

Selon le Conference Board, les dépenses d'investissement totales sur la période 2012-2035 sont estimées à 364 milliards de \$. Ceci inclut les dépenses d'investissement des nouveaux projets, les dépenses d'immobilisations de soutien ainsi que les investissements dans les pipelines. Le Conference Board estime les bénéfices économiques découlant de ces dépenses (combinant l'impact direct et indirect) à 172 milliards de \$ sur la période 2012-2035, supportant par le fait même 2,3 million d'emplois annuellement. La vaste majorité de ces bénéfices serait ressentie en Alberta.

Pour les provinces hors-Alberta, les effets les plus importants seraient ressentis par le biais de la chaîne d'approvisionnement (bénéfices indirects), c'est-à-dire des entreprises fournissant produits et services à l'industrie pétrolière. Selon le Conference Board, 30 % des effets indirects seraient ressentis hors-Alberta, dont 14,8 % en Ontario, 6,7 % en Colombie-Britannique, 3,9 % au Québec et 3,7 % dans les provinces des Prairies. Ce sont principalement les secteurs des services professionnels, des services pétroliers, manufacturier, du commerce de gros, des services et financiers et du transport qui bénéficieraient de ces retombées indirectes.

Pour les gouvernements provinciaux, les investissements dans le secteur pétrolier pourraient se traduire par des revenus fiscaux de 34,1 milliards de \$ (dont 77 % en Alberta), alors que ces investissements pourraient représenter 45,3 milliards de \$ pour le gouvernement fédéral, toujours sur la période 2012-35.

NOTE COMPARATIVE

Bien que les trois études discutées ci-dessus se distinguent sur plusieurs volets, les résultats obtenus sont réconciliables avec ceux de nos simulations si l'on considère le spectre des études et les alternatives méthodologiques.

Par le spectre, on considère l'étendue et la définition de l'activité pétrolière que les retombées évaluent. Premièrement, il existe des différences dans les provinces visées; le Conference Board ne s'attardant qu'à l'Alberta alors que le CERI s'intéresse comme nous à la Colombie-Britannique, à l'Alberta et à la Saskatchewan. Ensuite, l'étude KPMG-SECOR traite les extractions pétrolières conventionnelle et non-conventionnelle simultanément alors que le CERI s'attarde aux deux types dans des études distinctes et que le Conference Board considère seulement l'extraction non-conventionnelle. Troisièmement, tout comme le CERI, notre approche considère les investissements et les opérations à part entière dans les activités de l'industrie pétrolière, alors que le Conference Board évalue seulement les investissements. Enfin, KPMG-SECOR évalue l'industrie pétrolière pour l'année 2012 seulement alors que le CERI et le Conference Board ont évalué les retombées anticipées pour une période donnée, soit respectivement 2010-2035 et 2012-2035.

Par ailleurs, certaines différences méthodologiques peuvent expliquer des différences de résultats. En premier lieu, KPMG-SECOR présente les retombées induites en annexe, mais ne les présente pas dans ses résultats globaux, ce que le CERI présente. Deuxièmement, KPMG-SECOR a utilisé le dernier modèle intersectoriel disponible par Statistique Canada alors que le Conference Board a utilisé un modèle antérieur et que le CERI s'est basé sur une version de Statistique Canada modifiée pour tenir compte d'autres éléments, tels que les échanges avec les États-Unis. En dernier lieu, KPMG-SECOR et le Conference Board ont utilisé les dépenses des activités pétrolières alors que le CERI inclut aussi les excédents d'exploitation.

En résumé :

- L'étude du Conference Board est donc une analyse qui vise les activités pétrolières d'investissement de l'extraction non-conventionnelle en Alberta de 2012 à 2035 et utilise une version antérieure du modèle intersectoriel de Statistique Canada.
- L'étude du CERI est une analyse qui vise les activités pétrolières d'investissement et d'opération de l'extraction conventionnelle et non-conventionnelle dans deux études distinctes pour les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan de 2010 à 2035, inclut les retombées des effets induits ainsi que les excédents d'exploitation et utilise un modèle intersectoriel de Statistique Canada personnalisé.
- L'étude de KPMG-SECOR est quant à elle une étude visant les activités pétrolières d'investissement et d'opération de l'extraction conventionnelle et non-conventionnelle conjointement pour les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan pour l'année 2012, exclut les retombées des effets induits et utilise le dernier modèle intersectoriel de Statistique Canada.

Malgré certaines différences de résultats, les études sont conséquentes entre elles par rapport à l'ampleur et à la distribution des impacts lorsqu'on considère les éléments d'analyse comparables.

ANNEXE – RETOMBÉES INDUITES

FIGURE 29 : RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES, INDIRECTES ET INDUITES DES DÉPENSES DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE DE L'OUEST EN 2012

En millions de \$ sauf pour l'emploi

	Provinces productrices de l'Ouest				Provinces non-productrices				Canada
	CB	AB	SK	MB	ON	QC	Atlantique	Territoires	Total
Valeur ajoutée									
Industrie pétrolière de l'Ouest	2 631	43 892	4 641	594	6 146	1 853	350	49	60 156
<u>Direct et indirect</u>	1 451	34 033	3 652	340	3 440	939	193	31	44 079
Extraction conventionnelle	584	14 764	3 211	141	1 190	338	73	12	20 312
Extraction non-conventionnelle	867	19 269	441	199	2 250	601	120	19	23 767
<u>Induit</u>	1 180	9 859	990	254	2 706	914	157	18	16 077
Extraction conventionnelle	534	4 377	814	122	1 170	403	69	8	7 497
Extraction non-conventionnelle	646	5 482	176	132	1 536	511	88	10	8 580
Emploi									
Industrie pétrolière de l'Ouest	29 621	385 893	48 186	7 291	63 899	20 347	4 198	429	559 864
<u>Direct et indirect</u>	15 829	308 737	39 285	4 203	36 547	10 405	2 349	266	417 621
Extraction conventionnelle	6 510	140 418	35 883	1 735	12 809	3 731	859	99	202 043
Extraction non-conventionnelle	9 320	168 320	3 402	2 468	23 738	6 674	1 490	167	215 578
<u>Induit</u>	13 791	77 155	8 901	3 088	27 352	9 942	1 849	164	142 243
Extraction conventionnelle	6 284	34 311	7 209	1 514	11 869	4 368	818	74	66 447
Extraction non-conventionnelle	7 507	42 844	1 693	1 574	15 484	5 574	1 030	90	75 796
Revenus du gouvernement fédéral									
Industrie pétrolière de l'Ouest	203	5 160	419	43	524	119	25	4	6 497
<u>Direct et indirect (taxes et impôts)</u>	108	4 007	316	23	285	57	12	3	4 811
Extraction conventionnelle	48	1 717	292	9	97	20	5	1	2 189
Extraction non-conventionnelle	60	2 290	24	14	188	37	8	2	2 622
<u>Induit (taxes et impôts)</u>	94	1 153	103	20	239	62	13	2	1 687
Extraction conventionnelle	42	509	90	10	101	26	5	1	785
Extraction non-conventionnelle	52	644	13	11	138	35	7	1	901
Revenus des gouvernements provinciaux									
Industrie pétrolière de l'Ouest	310	8 461	1 680	47	346	154	25	2	11 027
<u>Direct et indirect (taxes, impôts et redevances)</u>	225	7 652	1 559	22	151	68	10	1	9 688
Extraction conventionnelle	189	2 267	1 537	9	52	24	4	0	4 082
Extraction non-conventionnelle	36	5 385	22	13	99	44	6	1	5 605
<u>Induit (taxes et impôts)</u>	85	810	122	25	195	87	15	1	1 339
Extraction conventionnelle	38	357	107	11	80	36	6	0	636
Extraction non-conventionnelle	47	453	15	13	116	50	9	0	703

Sources : Estimations à partir de simulations de Statistique Canada, analyse KPMG-SECOR

L'information publiée dans le présent document est de nature générale. Elle ne vise pas à tenir compte des circonstances de quelque personne ou entité particulière. Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude de cette information et pour vous la communiquer rapidement, rien ne garantit qu'elle sera exacte à la date à laquelle vous la recevrez ni qu'elle continuera d'être exacte dans l'avenir. Vous ne devez pas y donner suite à moins d'avoir d'abord obtenu un avis professionnel se fondant sur un examen approfondi des faits et de leur contexte.

© 2013 KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., société canadienne à responsabilité limitée et cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse. Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

KPMG, le logo de KPMG et le slogan « simplifier la complexité » sont des marques déposées ou des marques de commerce de KPMG International. SECOR et le logo de SECOR sont des marques de commerce de KPMG International.